

Bulletin Communiste

ORGANE DU PARTI COMMUNISTE (S. F. I. C.)

120, Rue Lafayette, Paris

Hebdomadaire

Le Numéro : 50 centimes

SOMMAIRE

Après la Conférence de l'Exécutif élargi (*L. Leicague*). — Le point de vue français devant l'Exécutif élargi : Mandat, discours et déclaration de *L.-O. Frossard*.

La Semaine politique (*C.-E. Labrousse*). — La Semaine internationale (*Robert Pelletier*). — Le « Progrès Civique » et l'Education communiste (*Ch. Massart*).

Après la Conférence de l'Exécutif élargi

LES dépêches nécessairement succinctes ont rendu compte aux lecteurs de l'*Humanité* des délibérations de la dernière Conférence de l'Exécutif élargi où fut principalement examinée la situation du Parti français. Elles appellent un complément, et le sens général des débats doit maintenant en être dégagé.

Des critiques furent apportées, non point par des maîtres infaillibles qui prétendraient détenir la vérité absolue et monopoliser la raison, comme le dit Trotsky, mais par des camarades communistes de tous les pays constituant l'organisme directeur de l'Internationale, animés des sentiments les plus fraternels, et uniquement soucieux de servir l'intérêt général révolutionnaire. Et si, selon les déclarations de Clara Zetkin, l'Internationale suit avec tant de passion la marche du jeune Parti communiste, si elle enregistre avec tant de joie ses progrès, si elle condamne si sévèrement ses défaillances, c'est parce qu'elle fonde sur lui ses plus grands espoirs.

Les discussions se déroulèrent, en effet, avec une parfaite cordialité ; elles furent exclusivement empreintes du désir d'aider notre Parti à s'élever à la hauteur des tâches révolutionnaires que lui assigne sa position dans le monde.

Qui s'étonnerait que des inquiétudes aient pu surgir à Moscou quant à l'attitude prise par le Parti sur la question du front unique, point essentiel du désaccord avec l'Internationale ? Autour de ce problème, se sont greffées en France des controverses d'hostilité et de déformation de la pensée de l'Exécutif, qui devaient justement alarmer celui-ci.

Les manifestations d'individualisme ici, d'indiscipline là, les tendances réformistes, une anarchie des idées bien faite pour égarer les militants en plaçant les questions sous un faux jour, furent relevées comme autant de symptômes graves risquant d'entraîner notre Parti dans une crise irrémédiable. Trop de temps a été perdu contre de tels risques. Le Parti a été jusqu'ici l'objet de ménagements particuliers qui devaient, dans la pensée de l'Exécutif, faciliter son évolution communiste ; mais dans les circonstances présentes, il faut parler franc et net, si l'on veut restaurer la discipline nationale et internationale. Au surplus, et tous sont d'accord sur ce point, le Parti français n'a point à être traité en mineur à qui l'on n'ose pas tout dire, ni en malade au chevet duquel l'on parle à voix basse.

Armé des résolutions votées par la Conférence élargie, le Parti doit se mettre à l'œuvre

et commencer par l'assainissement de l'atmosphère. Cela fait, il pourra envisager l'emploi de tactiques hardies, sans crainte de déviations ou de glissements à droite.

Tels sont quelques-uns des considérants par lesquels on examina les moyens susceptibles de modifier un état critique. Pour bien les comprendre, il ne faut pas perdre de vue que la III^e Internationale n'entend pas être une répétition de la II^e, mais un organisme de combat discipliné et centralisé. Elle l'a proclamé dès son origine, les Partis adhérents y ont formellement consenti.

Il se peut que l'énergique intervention actuelle de l'organisme central de notre Internationale suscite quelques remous dans nos milieux insuffisamment préparés à ce régime. Amours-propres, susceptibilités, sentiments divers s'agiteront sans doute un moment, mais il ne faudrait pas leur laisser dominer la situation. Nous pouvons nous demander si les considérations sentimentales, si légitimes qu'elles soient parfois, ne prennent pas trop de place chez nous. Moi-même, quand je pense à notre mentalité particulière, à la psychologie de notre Parti, j'hésite à me laisser convaincre de l'efficacité de telle méthode par trop brusque, directe, passant outre à tous les atermoiements. Et pourtant, je ne puis m'empêcher de voir quelle force elle constitue. Elle est la clé même du succès de la révolution où je vis en ce moment, des batailles révolutionnaires qui pour abattre les obstacles, ne peuvent s'accommoder des indécisions et exigent la vigueur et la promptitude des actes.

Par ailleurs, les interventions de l'Exécutif dans la vie intérieure des sections nationales ne s'exercent que dans la mesure où les Partis manifestent des faiblesses dangereuses pour la vie même de l'organisation internationale. Si elles se produisaient malgré les preuves qu'un Parti, à un moment donné, pourrait fournir d'une volonté déterminée d'agir vigoureusement par soi-même, elles constitueraient une faute. Mais, même alors, elles ne sauraient former la base du moindre conflit. C'est par une collaboration étroite des Partis et de l'Exécutif dans une même volonté d'accord, que sera précisée la part d'initiative qui revient à chacun. L'essentiel est qu'il y ait effort de part et d'autre pour se rencontrer, s'entendre et réaliser en commun les tâches de l'Internationale. Un esprit collectif, une

pensée internationaliste qui s'élève au dessus de tout ce qui est accessoire et étranger à cette grande œuvre, nous hausseront seuls vers ce but.

En résumé, l'objet principal des résolutions prises, est de créer les conditions de travail national et international les plus propres à porter des fruits. Il ne s'agit pas d'étouffer les discussions d'idées quand des problèmes nouveaux se posent ; ces discussions sont expressément admises et recommandées. On veut seulement qu'une main ferme les dirige, que le Comité Directeur soit au gouvernail et ne laisse pas notre barque, ballottée à tous les vents, aller à la dérive.

La situation économique actuelle, l'éventualité de modifications politiques importantes comme par exemple la chute du Bloc national aux prochaines élections, et l'arrivée au pouvoir du Bloc des gauches avec toutes les illusions qu'elle peut faire naître dans l'esprit des travailleurs, bien d'autres problèmes encore, commandent au Parti de se préparer à des tactiques appropriées aux événements. Il doit être l'instrument ferme et souple capable de manœuvrer au milieu des écueils ; il doit s'imposer dans toutes les circonstances, en véritable guide de la classe ouvrière. Là est toute la question.

Lucie LEICIGUE.



UNE VIE HUMAINE POUR 24 FRANCS

Chaque fois que vous versez
24 francs, vous sauvez la vie
d'un affamé russe. — NANSEN.

Cotisez-vous ! Souscrivez !

La Question française devant l'Exécutif élargi

1. — Le Mandat de Frossard

Nous avons publié dans notre dernier numéro les discours prononcés par Trotsky aux séances du 8 et du 10 juin de l'Exécutif élargi. C'est le point de vue de l'Exécutif, pour ne pas dire de l'Internationale tout entière qu'exprimait, — avec quelle énergie de pensée et quelle vivacité d'expression ! — notre camarade Trotsky.

C'est le point de vue français — ou plus exactement de la majorité du Parti français telle qu'elle était il y a tout au plus six semaines — qu'on trouvera dans les documents ci-dessous.

Ces documents sont les suivants :

1° Le mandat donné à Frossard en vue de l'Exécutif élargi par le Comité directeur (il va sans dire que les mem-

bres de la minorité du C. D. sont restés étrangers à la rédaction de ce mandat) ;

2° Le rapport écrit lu par Frossard, le 9 juin, devant l'Exécutif élargi ;

3° Le discours prononcé par Frossard dans la séance du 10 juin du même Exécutif élargi ;

4° La déclaration faite par Frossard avant le vote sur la question française ;

5° La conclusion du compte rendu fait par Frossard de son mandat, à l'assemblée générale du 2 juillet de la Fédération Communiste de la Seine.

L'article de notre amie Lucie Leica-gue, publié en tête de ce numéro, sert utilement de préface à cette importante documentation.

Le Comité Directeur, répondant à l'appel de l'Internationale Communiste, charge les citoyens Frossard et Cartier d'examiner avec l'Exécutif de Moscou la situation du Parti français. Il leur donne mandat de présenter à l'Exécutif un exposé objectif de cette situation. Les délégués du Parti signaleront à l'Internationale les efforts qui ont été faits par le Comité Directeur pour régler, d'une manière satisfaisante, les questions qui avaient fait l'objet des discussions de l'Exécutif Élargi au mois de février dernier.

En ce qui concerne d'abord l'affaire Fabre, ils établiront qu'en conformité des engagements pris à Moscou par ses représentants, le Comité Directeur a déféré le citoyen Fabre devant la Commission des Conflits, aux fins d'exclusion ; qu'il a chargé deux de ses membres de suivre la procédure et de soutenir l'accusation ; que la Commission, d'autre part, s'est mise à l'œuvre dans le plus bref délai et qu'elle était sur le point de déposer ses conclusions lorsqu'est parvenue à Paris la nouvelle que l'Exécutif, usant de l'autorité que lui confère l'article 9 des statuts de l'Internationale, aurait pris lui-même contre Fabre la mesure d'exclusion qu'il demandait au Parti de décider. Si cette nouvelle est exacte, les délégués du Comité Directeur auront à faire toutes réserves sur la décision de l'Exécutif. Ils s'inquiéteront de savoir quelle interprétation autorisée il est possible de donner à l'article 9 et ils insisteront sur le caractère particulièrement grave d'un précédent qui risquerait de menacer dans leur sécurité les membres du Parti en ne leur assurant pas toutes garanties qu'ils ont en droit de revendiquer contre l'arbitraire des ma-

iorités. Ce n'est pas la personnalité du citoyen Fabre qui intervient, mais un principe essentiel dont le Comité Directeur, sans manquer à son devoir envers le Parti, ne saurait se désintéresser.

Les délégués du Comité à la Conférence de l'Exécutif Élargi avaient accepté de proposer au Parti, comme une mesure destinée à empêcher la formation de fractions, la réintégration des démissionnaires de Marseille. Ils ont tenu parole. La réintégration est votée, mais l'Exécutif doit savoir que la lutte de fractions n'en continue pas moins après la réintégration des démissionnaires et sans doute avec une violence accrue, comme il doit être informé de la reconstitution, dans le Parti, d'une façon quasi publique, de l'ancien Comité de la 3^e Internationale.

L'Exécutif avait demandé que la résolution de Marseille sur le travail des communistes dans les syndicats soit appliquée dans son esprit et dans sa lettre. Les citoyens Cartier et Frossard rendront compte des dispositions qui ont été prises dans ce but par le Comité Directeur et qui sont de nature à donner à l'Internationale de sérieux apaisements.

Le Parti, saisi dans une assemblée nationale régulière du problème du front unique, confirme, à la majorité des 5/6 des mandats, sa résolution antérieure. Il a pris la décision d'inscrire à l'ordre du jour de son Congrès la tactique du front unique. Il demande à l'Internationale de la porter également à l'ordre du jour du 4^e Congrès mondial. Il s'est d'avance engagé à s'incliner, dès que l'instance suprême de l'Internationale aura prononcé. Jusque-là, il considère que la discussion dans le Parti doit être large et libre : que, partisans et adversai-

res de la tactique nouvelle ont un droit égal à exprimer leur pensée, à défendre leur point de vue et à essayer de le faire triompher. Il constate d'ailleurs que la discussion se poursuit dans des conditions de déférence absolue à l'égard de l'Internationale Communiste, et il revendique enfin, au bénéfice de son activité récente, les campagnes énergiques qu'il vient de mener : l'une au moment de la Conférence de Berlin, contre les calomnies des mencheviks et des socialistes-révolutionnaires ; l'autre, pendant la Conférence de Gènes, contre les

calomnies de l'ensemble de la bourgeoisie internationale.

Tel est, dans ses grandes lignes, le mandat que le Comité Directeur confie aux citoyens Cartier et Frossard. Il espère que le voyage de ses délégués aplanira définitivement, entre l'Internationale et le Parti français, les difficultés et les malentendus, certain qu'il est d'interpréter fidèlement la pensée unanime des communistes de France en exprimant leur attachement toujours passionné à l'Internationale communiste et à la Révolution russe.

2. — Le Rapport de Frossard

Au moment de présenter ce bref rapport sur la situation et l'activité de notre Parti, nous nous rendons parfaitement compte de l'importance du débat que va soulever devant l'Exécutif la question française. Il y a crise sérieuse dans nos relations avec l'Internationale. Le Parti, comme replié sur lui-même et sans toujours oser s'en faire l'aveu, hésite à recevoir, à discuter, à mettre en œuvre les suggestions, les conseils, les propositions, les décisions de l'Internationale.

De son côté, l'Internationale, défiante et inquiète, prend volontiers cette hésitation pour un calcul qu'elle attribue à des desseins de politique personnelle dont l'objet, à son sens, serait de briser — par la volonté clairement exprimée de la droite et la complicité de silence du centre — l'unité communiste française. Crise de confiance, à tout le moins malaise et méfiance, voilà où nous en sommes. Le besoin d'une explication franche, loyale, écomplète, se fait donc sentir avec un caractère d'urgence impérieux. Il faut voir clair dans cette situation, et nous sommes ici pour l'essayer avec vous. Nous serons nets et sans détours : c'est le meilleur moyen de prouver à l'Internationale notre esprit de fraternité communiste. Nous ne vous dissimulerons rien de ce qui est ; nous ne vous promettons que ce que nous sommes capables de tenir. Nous ne considérons pas l'Exécutif comme un tribunal devant lequel nous comparaitrions en accusés, mais comme une assemblée de camarades qui ont au même titre que nous la charge du mouvement français et qui, dans des sentiments identiques aux nôtres, travaillent à en assurer la sécurité et la prospérité

* *

Nous avons pris connaissance des discussions qu'a déjà provoquées au sein de l'Exécutif la question française. Nous possédons le rapport du camarade Trotsky et nous avons en mains les documents qui ont été envoyés au Parti français, soit qu'ils s'adressent dans l'ensemble de notre public communiste (résolution sur le cas Fabre), soit qu'ils aient pour destinataire le Comité Directeur (lettre au Parti français). Les uns et les autres appellent de notre part des mises au point, des objections, des commentaires. Mais nous devons, au préalable, exposer à l'Exécutif, d'un point de vue purement objectif, la situation présente de notre Parti.

La Crise de Recrutement

Il a traversé au début de cette année des heures difficiles. Au Congrès de Marseille, il pouvait compter sur une moyenne de 120.000 cotisants. Si l'on veut bien tenir compte qu'avant la guerre,

au temps de sa plus grande prospérité, alors que s'exerçait sur notre classe ouvrière le prestige sans égal de Jaurès, l'ancien parti unifié n'a jamais compté plus de 90.000 membres, on conçoit que nous ayons enregistré avec quelque fierté les résultats de nos douze premiers mois d'activité communiste. La reprise des cartes n'a pas eu lieu dans des conditions aussi favorables. En mars dernier, nous n'en avons guère délivré que 60.000 et des Fédérations importantes vous donnaient de sérieuses inquiétudes quant à leurs effectifs. Pourquoi cette chute rapide, presque alarmante ?

Les causes en sont multiples. L'adhésion à la 3^e Internationale avait été enlevée de haute lutte grâce à une sorte de mysticisme révolutionnaire qui s'exprimait alors par un véritable culte pour la République socialiste russe. De plus, la fortune des soviets semblait à son apogée. Ils avaient remporté des succès importants et qui paraissaient décisifs. On allait à l'Internationale Communiste comme à la victoire prochaine, facile, de la révolution mondiale. Les événements si impatiemment attendus ne se sont pas produits. La Révolution n'est pas venue. La Russie a dû modifier sa politique économique et pour vivre, composer avec la réalité. On l'admirait sans réserves. On s'est mis à la discuter et la campagne de calomnies des réformistes aidant, à la critiquer, à en contester les principes fondamentaux et son autorité a été atteinte. Ceux que la mode nous avait donnés, la mode nous les a repris, et c'est tant mieux.

La scission syndicale nous a privé d'un bon nombre de camarades ouvriers, d'une sincérité évidente, mais qui avaient conservé dans la C. G. T. de Jouhaux de fortes attaches et ne se résignaient point à les rompre pour courir l'aléa d'une organisation nouvelle dont ils ne concevaient ni la nécessité, ni l'opportunité. Pressés de se décider, ils ont quitté le Parti, non pour le combattre, mais pour prendre une position d'attente jusqu'au jour où la situation du mouvement ouvrier sera moins incertaine. Il est clair que nos discordes intérieures, brusquement et brutalement mises en relief par le Congrès de Marseille, ont découragé et éloigné de nous des adhérents et des sympathisants. Enfin, le doublement de la cotisation, les sacrifices d'argent très lourds qu'exige de plus en plus la vie militante et qui se sont multipliés pendant le cours de l'année 1921 au point d'obérer très sérieusement les budgets de nos ouvriers communistes ont contribué dans une mesure importante à faire fléchir notre recrutement. Si nous avions disposé d'un personnel nombreux de propagandistes et d'administra-

teurs, il nous aurait été possible de rétablir très vite à notre avantage la situation du Parti. Malheureusement nos cadres manquent trop souvent d'acquis doctrinal et d'expérience politique. Nous les avons improvisés au lendemain de la scission ; leur autorité, certes, s'accroît, mais il faudra du temps pour qu'elle réponde aux exigences de notre action. Le Parti se préoccupe de cette grave question.

Quoi qu'il en soit, nous sommes cependant arrivés à améliorer d'une façon sensible cet état de choses. De 60.000 en mars, nous sommes passés à 90.000 en mai, grâce à une active campagne de recrutement qu'a couronnée la récente bataille électorale pour le renouvellement de nos conseils généraux et d'arrondissement.

Les 100.000 seront largement atteints et dépassés avant la fin de l'année.

Les Élections Cantonales

Les élections dernières méritent de retenir d'une façon toute spéciale l'attention de l'Exécutif. Elles portaient sur 2.500 cantons. Le Parti a présenté 400 candidats. Il a obtenu près de 400.000 suffrages. Quatre candidatures de marins de la mer Noire portées par lui sur différents points du pays ont réuni des majorités triomphales. En général, ses candidats ont largement déployé le drapeau du Parti sur lequel nous avions inscrit nos affirmations révolutionnaires essentielles. Le Comité Directeur s'est saisi des cas d'indiscipline peu nombreux qui se sont produits, et déjà il a sévi.

Les résultats des élections correspondent-ils aux espérances que nous avions formées ? Nous n'hésitons pas à dire que non. Ils sont loin d'être négligeables ; ils nous ont cependant déçus. Il résulte de leur examen : 1° qu'en règle générale, l'idée communiste marque le pas et parfois recule dans les milieux urbains, tandis qu'elle progresse dans les milieux ruraux ; 2° que dans les importantes régions ouvrières du Nord, du Pas-de-Calais, des Bouches-du-Rhône, de la Gironde, la force électorale des socialistes dissidents est supérieure à la nôtre ; 3° que la déroute désormais certaine du Bloc National s'accomplira au bénéfice du Bloc des gauches dans lequel dès à présent se sont inscrits les socialistes ; 4° que le Bloc des gauches, entendu dans le sens d'un cartel électoral, a des séductions contre lesquelles il nous faudra savoir prémunir certains de nos militants.

Notre demi-échec dans les villes — il s'agit bien entendu de la province, puisque Paris et sa banlieue n'ont pas été touchés par ces élections — s'explique par toutes les raisons que nous avons développées à propos de notre recrutement. Il est en particulier une conséquence directe de la scission syndicale. Notre succès dans les campagnes provient du développement méthodique de notre propagande agraire, de l'antimilitarisme foncier de nos paysans et de l'insécurité qu'ils éprouvent aujourd'hui, après une courte période d'artificielle prospérité.

Les socialistes dissidents sont loin d'avoir su fournir un effort aussi considérable que le nôtre. Ils n'ont engagé la lutte que dans un nombre restreint de départements et le nombre de leurs élus est dit pour une bonne part à la pratique du Bloc des gauches. Il est néanmoins incontestable que, dans le Nord, où ils ont recueilli 100.000 suffrages contre 60.000 aux communistes, leurs voix sont en immense majorité des voix ouvrières. Elles leur ont été données par un prolétariat dont il serait vain de nier l'instinct de classe, et nous devons retenir ce fait — qui prouve combien nous

aurions tort de croire que notre autorité sur les masses est définitivement établie — pour examiner les conséquences qu'il entraîne au point de vue de la conquête de ces masses par notre Parti et des moyens à mettre en œuvre dans ce but. Cependant, notre infériorité provisoire par rapport aux dissidents du Nord tient, pour une bonne part, au fait que la scission a fait passer dans le camp de nos adversaires l'immense majorité des élus socialistes — fort nombreux dans cette région — des fonctionnaires politiques et syndicaux, en un mot, les professionnels de la politique socialiste qui s'étaient depuis un quart de siècle créés là-bas de véritables clientèles. Nous n'avons à leur opposer que de jeunes militants, d'un dévouement d'ailleurs hors de pair, mais qui ne prendront qu'au fur et à mesure des événements un ascendant prépondérant sur leur prolétariat.

La perspective de succès électoraux et parlementaires engage, définitivement à notre sens, le Parti socialiste dissident dans la voie du bloc des gauches. Elle le conduira, selon toute vraisemblance, à la participation ministérielle, avec les radicaux et nous ne pouvons que nous en réjouir, puisqu'ainsi sera nécessairement hâté leur complet discrédit dans la classe ouvrière.

Nous devons signaler l'excellente position du Parti dans la région qui avoisine Paris, en Seine-et-Oise, Seine-et-Marne, Seine-Inférieure ainsi que dans l'Allier, la Loire, la Corrèze, le Cher. Les Fédérations de ces départements solidement organisées et pourvues de toute une équipe de militants intelligents, actifs et avertis, ont conquis une place de premier ordre et dominent nettement le bloc des adversaires de gauche du communisme. Il est sûr que si nous étions en mesure de pourvoir l'ensemble de nos Fédérations d'un personnel d'une valeur égale, notre action se trouverait heureusement renforcée et notre influence s'accroîtrait dans des proportions remarquables.

En résumé, les élections cantonales nous ont assurés des résultats sérieux : elles accusent pourtant nos défauts, nos insuffisances, nos faiblesses, elles en précisent le caractère et elles nous obligent à reconnaître que nous avons sous-estimé l'influence réelle des socialistes dans certains de nos départements. Nous la mesurons aujourd'hui avec plus de précision. La question se pose dès lors de savoir quels moyens il est nécessaire d'employer pour la battre utilement en brèche.

**

Somme toute, et pour conclure sur ce point, nous continuons d'être malgré tout le Parti le mieux organisé et le plus nombreux : toutes les audaces ne nous sont pas encore permises, mais les plus belles espérances s'offrent à nous si nous savons enrichir nos cadres, discipliner notre action, unifier notre pensée, clarifier et préciser notre politique.

Le cas Fabre

L'Exécutif nous demande de remplacer ce qu'il appelle notre tactique évasive actuelle dans les rapports entre Paris et Moscou par « une sincérité révolutionnaire franche et amicale ». Il nous sera permis de signaler à l'Internationale les efforts qui ont été faits par notre Comité Directeur pour régler d'une manière satisfaisante les questions qui ont fait l'objet des discussions de la conférence de février. Au retour de nos délégués, les décisions prises par l'Exécutif, en accord avec eux, ont été examinées au cours de trois longues séances. Il s'agissait d'en rechercher les modalités d'application. Trois résolutions ont été adoptées

par le Comité Directeur le 23 mars. Elles attestent son désir évident de donner à l'Internationale les apaisements qu'elle souhaitait.

Il n'est pas inutile de rappeler d'abord qu'au Congrès de Marseille, dans sa résolution de politique générale, le Parti a déjà dénoncé et condamné l'opportunisme de droite. C'était un premier et très net avertissement à ceux qui, dans le *Journal du Peuple* avec Henri Fabre à leur tête, continuaient d'exprimer leurs regrets de l'ancienne unité socialiste et leur hostilité aux formes nouvelles de lutte préconisées par l'Internationale Communiste.

L'Exécutif a donné au cas Fabre une importance que nous persistons à croire excessive. Il a estimé nécessaire l'exclusion de Fabre et la mise hors du contrôle du Parti de son journal. Nos délégués à la conférence de février se sont mis d'accord avec lui pour que cette mesure de discipline soit rapidement prise par le Parti. Le Comité Directeur, le 23 mars, a déferé le *Journal du Peuple* et son directeur devant la Commission des Conflits aux fins d'exclusion. Il l'a fait par une résolution qui, après avoir enregistré l'hommage rendu par l'Exécutif à « l'effort d'organisation accompli depuis Tours, ainsi qu'au sérieux travail doctrinal du Congrès de Marseille », s'accorde avec lui pour constater que le Parti a conservé « dans certaines de ses parties des survivances du passé réformiste et parlementaire ». Mieux encore, il a accompagné sa proposition d'exclusion d'un exposé des motifs qui dénonce les dangers que le rôle de Fabre fait courir « à l'action révolutionnaire et à l'unité intellectuelle et organique du Parti ». Il rappelle que dans le *Journal du Peuple* se sont exprimées toutes les formes de propagande opposées au programme de l'Internationale et aux décisions des Congrès de Tours et de Marseille ». Il proclame que « la possession d'un journal ne confère pas à un communiste le privilège de jeter le discrédit ou l'insulte sur des militants ». Enfin, à tous les griefs de l'Internationale, il ajoute celui « d'avoir participé à la campagne en faveur des soi-disant socialistes-révolutionnaires, agents de la contre-révolution en Russie, et d'avoir repris sa campagne pour le bloc des gauches ». Pour soutenir l'accusation, il a désigné trois rapporteurs, les citoyens Cachin, Renoult et Ker.

Sans doute, est-il possible de déplorer que la procédure de la Commission des Conflits comporte des lenteurs inévitables, et nous sommes loin de contester la nécessité de modifier les dispositions statutaires qui règlent le contrôle des membres de notre Parti. Mais nous sommes liés par notre Charte actuelle qui confère à la Commission des Conflits le droit de statuer en toute indépendance et en toute souveraineté.

Il n'appartient pas au Comité Directeur de se substituer à elle et il ne pourrait le faire qu'au mépris de notre constitution organique et dans des conditions qui soulèveraient l'émotion et l'inquiétude générales dans le Parti. L'Exécutif peut trouver puérile cette préoccupation d'ordre juridique. Nous lui attachons quant à nous une sérieuse importance, car elle est dans un parti comme le nôtre et dans les circonstances ordinaires de sa vie, l'unique garantie de tous et de chacun contre l'arbitraire des majorités. Au surplus, l'Internationale faisant jouer l'article 9 a pris elle-même la décision d'exclure Fabre. Le Parti, nous le pensons, et nous le désirons, acceptera cette décision. Nous sommes sûrs d'être ses interprètes en regrettant qu'elle soit intervenue. En faisant jouer l'article 9, l'Exécutif a créé un précédent d'une gravité toute particulière. Il est

clair qu'il ne s'agit plus ici de la personnalité du citoyen Fabre, mais d'un principe essentiel dont le Comité Directeur, sans manquer à son devoir envers le Parti, ne saurait se désintéresser. Entre l'Internationale et le parti français, il n'y aura de rapports cordiaux et confiants que dans la mesure où, d'une part, l'Internationale accordera au Parti un crédit suffisant pour lui laisser le soin de régler lui-même les conditions de sa discipline intérieure et où, d'autre part, le Parti n'appréhendera pas de voir l'Internationale se substituer à lui pour frapper tel ou tel de ses membres sans qu'il ait été appelé à présenter le cas échéant sa propre défense.

La Réintégration

Le Parti sera péniblement surpris d'apprendre l'interprétation que l'Exécutif a donnée à son vote sur la réintégration des démissionnaires de Marseille. Dans son Conseil National du 23 avril, à la forte majorité de 2.500 mandats contre 1.000, il a décidé le retour au Comité Directeur des camarades qui, au Congrès de Marseille, avaient cru devoir résigner les fonctions dont le Parti venait de les investir. L'Exécutif présente cette décision comme un vote de pure forme préparé dans les coulisses, derrière le Parti, et il se demande si ceux qui en ont pris l'initiative et la responsabilité ne se sont pas proposé d'atteindre des résultats contraires à ceux que l'Exécutif élargi avait en vue. Rien de plus inexact. Le Comité Directeur, le 23 mars, a décidé de proposer au Conseil National muni de pouvoirs de congrès, la réintégration des démissionnaires. Il a expliqué cette proposition, il l'a justifiée dans des termes identiques à ceux de l'Exécutif élargi. Il a précisé qu'il s'agissait de mettre un terme aux discordes intestines, d'en finir avec les polémiques irritantes et de réaliser l'union étroite de tous les communistes pour l'action. Il a repris la formule de l'Exécutif élargi en signalant au Parti que la formation de fractions ferait inévitablement le plus grand tort à son développement et porterait atteinte à son autorité parmi le prolétariat.

C'est donc dans un but d'apaisement, de pacification, qu'il s'est associé à l'Exécutif élargi pour provoquer cette mesure qu'il savait devoir rencontrer de vives oppositions dans le Parti, en raison de son caractère antistatutaire.

Le Parti a été saisi, il a délibéré dans ses assemblées de sections et dans ses assemblées fédérales. La préparation du vote du Conseil National ne s'est donc pas faite dans les coulisses, derrière le Parti, mais dans le Parti. Le vote devait être précédé d'un débat. Au moment où la discussion allait s'ouvrir, des représentants de fédérations ont demandé par une proposition formelle et écrite qu'on passât immédiatement au scrutin.

A la presque unanimité, cette proposition reçut l'adhésion du Conseil National. Elle répondait à deux sentiments : le premier, de lassitude générale des délégués qui venaient de consacrer deux longues journées à la discussion sur la question du front unique, le deuxième, de crainte d'un débat d'ordre personnel inutilement irritant et agressif qui eût compromis non seulement les réintégrations, mais l'œuvre de concorde et d'apaisement au Sein du Parti. Le bureau du Parti tout entier partageait ce dernier sentiment, et nous devons à la vérité de dire que la seule opposition qui se manifesta au vote sans discussion fut celle des adversaires des réintégrations.

C'est donc en toute bonne foi que, dans ces conditions, la réintégration des démissionnaires a été obtenue. L'Exécutif considère qu'elle ne pouvait

prendre sa signification qu'à condition « de ne point apparaître comme le résultat de combinaisons personnelles, mais comme une mesure préliminaire au rétablissement de l'unanimité des efforts dans le travail ». Encore aurait-il fallu qu'en même temps qu'elle s'accomplît, s'affirmât de la façon la plus claire la volonté de la minorité de ne pas donner suite à son projet de se constituer en fraction dans l'intérieur du Parti. L'Exécutif doit savoir que la lutte des tendances après la réintégration des démissionnaires a continué avec une violence accrue, et il doit être informé que l'organisation dans le Parti, d'une façon quasi publique, d'une fraction, prend de jour en jour une forme plus précise et un développement plus complet. Nous ne croyons pas qu'il soit utile d'insister sur le danger que risque de faire courir à l'unité du Parti Communiste français la constitution de cette fraction. Elle ne manquera pas, en effet, d'appeler la constitution de fractions rivales, de conduire, par conséquent, le Parti à des oppositions et à des déchirements redoutables qui compromettront à la fois la vigueur de son action et la sécurité de son organisation.

Le Parti et les Syndicats

L'Exécutif attache une importance que nous comprenons à la conquête politique des masses ouvrières organisées dans les syndicats. Il demande au Parti d'abandonner son attitude d'expectative prudente pour passer à l'offensive sur toute la ligne, en « découvrant et en critiquant la confusion et les confusionnistes, en conquérant pour ses membres les postes responsables dans le mouvement syndical, en plaçant les communistes des syndicats sous son contrôle et en les éduquant dans l'esprit de la plus stricte discipline ». En d'autres termes, c'est l'application, dans son esprit et dans sa lettre, de la résolution de Marseille, sur les tâches des communistes dans les syndicats que l'Exécutif attend du Parti français.

Nous devons rendre compte à l'Internationale des dispositions qui ont été prises dans ce but. Il nous paraît superflu de rappeler les conditions particulières dans lequel se développe le mouvement ouvrier de notre pays, toute sa tradition d'indépendance, le souci qu'il a de se préserver contre toute emprise des partis politiques. Il y a là une situation de fait que nous n'avons pas le droit de perdre de vue. S'il nous faut conquérir les masses ouvrières des syndicats à nos idées communistes, encore convient-il de le faire en s'entourant de toutes les précautions, faute desquelles nous ruinerions notre crédit dans l'esprit de ces masses et nous nous interdirions tout développement ultérieur de notre influence.

La C.G.T.U. n'a pas encore six mois d'existence. Elle est née au début de l'année d'une scission que nos militants, dans la mesure de leurs moyens ont tout fait pour prévenir. Quelle devait être, dans le semestre qui vient de s'écouler, l'attitude et le rôle des communistes dans les syndicats ? Ils avaient, à notre sens, deux tâches essentielles à remplir. Il leur fallait d'abord s'employer de toute leur activité à faire adhérer les syndicats à la C.G.T.U. : ils n'y ont pas manqué et le Parti lui-même, par l'organe de son Comité Directeur, a adressé aux ouvriers le plus pressant appel pour qu'ils rejoignent la C.G.T.U. Il leur en a fait une obligation morale, et on peut dire que ses efforts, ceux de ses militants, ont contribué dans une mesure décisive au rapide progrès de la nouvelle organisation confédérale. Il est certain que, de cette attitude, le communisme français tire aux yeux de la fraction la plus éclairée de la classe ouvrière un réel bénéfice moral.

Elle a exigé une dépense d'activité souvent obscure mais toujours absorbante. En même temps, et allant pour ainsi dire au devant du désir de l'Internationale, les communistes prenaient dans le mouvement syndical des responsabilités de direction. Parce qu'ils étaient parmi les plus dévoués et les plus intrépides, ils se trouvent tout naturellement portés aux postes de combat. Peut-être l'Internationale nous permettra-t-elle de lui signaler que, dès aujourd'hui, les plus considérables de nos Fédérations d'industrie et les plus nombreuses de nos Unions départementales de syndicats ont à leur tête des communistes attachés au Parti. C'est le cas des Fédérations des cheminots (70.000 adhérents), du textile (35.000 adhérents), des mineurs (35.000 adhérents), des services publics (13.000 adhérents), des produits chimiques, des employés, de l'enseignement, de l'habillement, etc. C'est aussi celui des Unions départementales du Nord, du Pas-de-Calais, de Seine-et-Oise, de la Seine-Inférieure, du Doubs, de la Dordogne, de l'Indre, de l'Aude, de l'Aube. Il est aisé d'établir que, sur 80 Unions départementales, plus de 50 sont dirigées par des communistes.

Ainsi, il n'est pas possible de soutenir sérieusement que le Parti a tenu pour nulles et non avenues les décisions de Marseille. Il a posé de solides jalons qui lui assurent dans le mouvement syndical une rapide ascension de ses idées.

L'Internationale s'est émue de la prépondérance exercée dans la direction de la C.G.T. Unitaire par les syndicalistes révolutionnaires à tendance fédéraliste et par les anarchistes. Elle doit tenir compte que la Commission administrative de l'organisation confédérale unitaire a été choisie, du reste à titre provisoire, au hasard d'une désignation de fin de congrès, et qu'elle n'est pas la représentation exacte et fidèle du mouvement syndical français. Au sein de cette Commission, nos camarades communistes ont fait les plus grands efforts pour donner à la C.G.T. une orientation générale conforme à nos principes fondamentaux. Ils n'y sont sans doute pas parvenus, mais ils ont, dans une mesure appréciable, neutralisé l'action des éléments les plus hostiles au communisme. Peut-être, nous sera-t-il reproché de n'avoir pas polémique contre ces derniers. Nous n'aurions pu le faire qu'en compromettant l'ensemble du mouvement et il est évident que la C.G.T. Unitaire, dans sa période de formation, eût difficilement supporté d'après luttes intérieures. C'est le Congrès de Saint-Etienne qui lui donnera sa constitution et sa direction définitives. La Commission Syndicale du Parti a confronté ses points de vue avec ceux du groupe le plus voisin du nôtre, le groupe de la *Vie Ouvrière*. Entre ces deux groupes et sans tractations d'aucune sorte sur les principales questions qui feront l'objet des délibérations de Saint-Etienne un accord de fait existait dont nous croyons pouvoir dire qu'il sera ratifié par la majorité des syndicats révolutionnaires français. Un projet de statut commun aux deux groupes est opposé à celui de la majorité de la Commission administrative confédérale. Sur la question de l'adhésion à l'Internationale syndicale rouge, deux résolutions, qui comportent toutes deux l'adhésion, viendront devant le Congrès. La première, qu'a ratifiée le Comité Directeur, est une résolution d'adhésion pure et simple à l'Internationale Syndicale Rouge. La seconde est une résolution d'adhésion sous réserve d'un aménagement nouveau de l'article 9 qui prévoit la liaison organique de l'I.S.R. avec l'Internationale Communiste. C'est la résolution d'adhésion avec réserve qui a les plus grandes chances d'être votée.

Dans la situation actuelle du mouvement fran-

gais, son succès aura une portée considérable et nous l'estimerons satisfaisant pour l'instant, sûrs que nous sommes de l'évolution ultérieure de la C. G. T. U.

Ainsi, le Parti a pris à cœur de faire entrer dans la réalité les thèses du Congrès de Marseille sur les tâches des communistes dans les syndicats. Sa tactique à la fois souple et prudente, du reste commandée par la situation, se mesurera au résultat. L'Internationale, nous l'espérons, nous accordera à l'expérience qu'elle avait sa valeur.

Le Front Unique

Le Parti, dans sa grosse majorité, s'est montré dès le premier jour hostile à l'application, en France, des thèses de l'Exécutif sur le front unique du prolétariat. L'Internationale aurait tort d'attribuer son attitude à une volonté nettement arrêtée d'indiscipline. La vérité, c'est que les thèses de l'Exécutif ont été présentées d'une façon inopinée à un moment particulièrement difficile de la vie du Parti. Il est évident qu'on n'en saurait sérieusement contester les fondements. Le 3^e Congrès avait donné comme mot d'ordre aux Partis Communistes « d'aller aux masses », c'est-à-dire de les rendre accessibles à notre propagande en leur proposant des buts concrets. Rien de plus juste et rien de plus nécessaire. Lorsque les perspectives révolutionnaires s'éloignent ou semblent devenir plus confuses, des partis comme le nôtre ont le devoir, sans rien abandonner de leurs affirmations essentielles, d'adapter leur tactique aux conditions nouvelles de lutte qui leur sont faites.

Or, aller aux masses, c'est essayer de les toucher où qu'elles se trouvent, dans les organisations qui, à côté des nôtres, se réclament du prolétariat, parmi les indifférents, les indécis, les sans-parti. Mais lorsque l'application de cette tactique conduit à des négociations avec les états-majors des partis ou des organisations adverses, elle présente des dangers contre lesquels seules des organisations communistes qui ont trouvé leur structure définitive peuvent être prémunies.

En France, et sans reprendre les arguments que nous avons déjà fournis lors de la discussion de février, deux ordres de considération s'opposent à la réalisation immédiate du front unique. Notre scission socialiste, qui ne date de guère plus d'un an, a dressé les uns contre les autres, avec une rare violence, les hommes de l'ancien Parti Unifié. Nos militants, pour des raisons de sentiment, plus que pour des raisons de doctrine, ne comprennent pas qu'on leur demande d'entrer en pourparlers avec ceux qu'ils traitent comme les plus dangereux de leurs adversaires. Une tactique qui n'est pas comprise des militants doit, selon nous, être différée dans son application. D'autre part, la question syndicale est d'hier et les blessures qu'elle a ouvertes sont toutes fraîches encore. La C. G. T. U. — la quasi-totalité des travailleurs révolutionnaires qui la composent — est pour le moment irréductiblement opposée à toute tractation avec la C. G. T. réformiste, de sorte que si, par hypothèse, le Parti Communiste proposait une action commune pour des revendications immédiates aux socialistes dissidents et aux syndicalistes des deux C. G. T., ses propositions pourraient être accueillies par les dissidents et les réformistes confédéraux, elles seraient, de ce fait même, rejetées par les syndicalistes de la C. G. T. Unitaire, et le Parti courrait le risque de dresser con-

tre lui les ouvriers révolutionnaires et n'être plus qu'une secte médiocre d'intellectuels et demi-intellectuels impuissants et dépourvus de crédit. Le front unique avec la C. G. T. Unitaire exclut le front unique avec la C. G. T. réformiste et les socialistes dissidents. Nous sommes dans une situation telle qu'il nous faut choisir. Nous avons choisi et, dans l'impossibilité où nous nous trouvons de réaliser le front unique complet, nous avons à la fois, pour satisfaire aux décisions de l'Internationale et dans l'intérêt de notre propre politique, cherché à réaliser le front unique révolutionnaire.

Nous n'hésitons pas à affirmer que s'il nous avait été possible de résoudre cette première difficulté, d'écarter ce premier obstacle, nous formulerions néanmoins de fortes réserves au front unique avec nos adversaires réformistes. Nous appartenons à un pays vicié par trois quarts de siècle de démocratie formelle, de pratiques électorales et parlementaires. Qu'on le veuille ou non, en France, le front unique aurait en fait, surtout et malgré nous, des applications électorales et parlementaires. Il risquerait, dans l'état d'insuffisante préparation de notre Parti, de nous conduire à l'unité d'action, à l'unité d'organisation. Après s'être retrouvés, à la faveur d'accords provisoires et momentanés, dans la pensée de grand nombre de militants qui auraient renoué des habitudes et sans doute des amitiés rompues par la scission, naîtrait le désir de rétablir l'ancienne communauté d'organisation. Nous ne craignons pas d'y insister : le Parti, dans son ensemble, n'a pas acquis une maturité communiste suffisante pour qu'une expérience de cette sorte soit tentée. Déjà, à la faveur d'une fausse interprétation du front unique, mais d'une interprétation qui se généraliserait plus rapidement qu'on ne le pense, nous avons assisté, au cours des récentes batailles électorales, à des combinaisons sur le caractère duquel, dans la première partie de ce rapport, nous nous sommes permis de présenter quelques observations.

Nous n'avons pas voulu, par une tactique au moins prématurée, compromettre la vie même du Parti. L'Internationale le comprendra. Il ne s'agissait donc pas, dans notre esprit, de nous révolter contre les décisions de l'Exécutif. Certes, nous avons exprimé certaines inquiétudes quant à quelques-unes des formes qu'a revêtues l'application du front unique dans certains pays, mais il est clair que les applications d'ordre parlementaire de la tactique du front unique ont besoin d'être sévèrement contrôlées, et l'Internationale, nous en avons la certitude, sera d'accord avec nous sur ce point.

Le Parti a mis la question à l'ordre du jour de son prochain Congrès national. Nous estimons qu'il est de son devoir de soumettre à une sérieuse révision ses décisions antérieures. Une large discussion doit s'ouvrir ; elle permettra de clarifier la question. Nous croyons que le Parti reconnaîtra la valeur d'action du principe du front unique, mais qu'il demandera à l'Internationale de lui permettre d'en subordonner l'application en France aux possibilités qui s'offriront à lui. Il distinguera entre la question du principe et la question du moment. En tout cas, il s'inclinera devant la volonté formelle de l'Internationale et il comprendra que, sous peine de ruiner l'autorité de l'Internationale, c'est dans leur esprit et dans leur lettre que ses décisions doivent recevoir désormais leur sanction pratique.

Conclusions

Ce rapport n'aura point péché par excès d'optimisme. Il expose avec un souci exclusif de précision les conditions dans lesquelles se meut actuellement le Parti Communiste français.

L'Internationale reproche à notre Parti de manquer d'homogénéité. Elle lui fait là un grief dont nous savons le bien-fondé. Nous rappellerons cependant, une fois de plus, que l'absence de cohésion suffisante du Parti, au point de vue doctrinal, plus d'ailleurs qu'au point de vue pratique, résulte des conditions mêmes d'où il est sorti. Le Parti Communiste français n'a pas été forgé de toutes pièces comme d'autres ; il n'a pas eu à son origine une communauté de doctrine faite de la réunion dans un même groupement d'hommes de formation identique. Ces membres n'étaient pas étroitement liés les uns aux autres par la solidarité d'un passé de lutte révolutionnaire. Il est l'ancien Parti Unifié, transformé à Tours en Parti communiste. Il est, suivant une formule que nous avons souvent employée, « le socialisme français qui continue », après avoir subi, par une opération chirurgicale importante, l'amputation de ses membres les plus gangrenés de social-patriotisme et de social-réformisme. Mais il ne lui a pas suffi d'adhérer à la 3^e Internationale pour devenir d'un coup un véritable Parti communiste. C'est peu à peu et par étapes que cette évolution nécessaire s'accomplira. Des éta-

pes déjà importantes ont été parcourues — la résolution votée par la Conférence de février de l'Exécutif Elargi le proclame explicitement — il en reste d'autres à préparer et à franchir.

La vraie question est de savoir comment. Les Congrès de Tours et de Marseille ont donné au Parti de sérieuses bases doctrinales. Nous ne les considérons pas comme un aboutissant, mais comme un commencement. Nous pensons que la tâche des prochains mois et en particulier du prochain Congrès, devra être de doter le mouvement communiste français d'un programme politique d'une absolue rigueur de doctrine et contraignant pour tous nos adhérents, d'un plan de travail méthodique et contrôlé des communistes dans les syndicats, d'une constitution mieux adaptée aux nécessités de l'action et de la discipline, d'une direction homogène et solidement armée pour le travail de Parti.

Notre Congrès annuel peut et doit s'assigner ces buts. Mais nous avons le devoir de signaler en terminant que tous nos efforts, quelles que soient la bonne volonté et la fermeté des uns et des autres, seraient voués à l'échec le plus complet si la lutte des fractions devait empoisonner à nouveau la vie du Parti. C'est par l'accord étroit des éléments les plus clairvoyants et les plus dévoués à l'idée communiste que le Parti doit parcourir les prochaines étapes. Nous sommes prêts à travailler à cet accord sous l'égide de l'Internationale.

3. — Le Discours de Frossard

Clara ZETKIN. — La parole est au camarade Frossard.

FROSSARD. — Camarades, je veux dire tout de suite à notre camarade Trotsky que je ne prends pas à mon compte le discours de défaitisme révolutionnaire qu'a prononcé hier soir notre camarade Rappoport pour la défense du Parti français...

RAPPOPORT. — Ce n'est pas exact.

FROSSARD. — Rappoport représente ici, avec beaucoup d'aisance, le camarade Rappoport, mais il ne représente que lui...

Interruption : RAPPOPORT. — C'est déjà quelque chose ! (Rires.)

FROSSARD. — Si la France prolétarienne est vraiment le pays qu'il a dit, de petits bourgeois soucieux de leurs aises, de propriétaires, de capitalistes, de proudhoniens, d'opportunistes, alors il n'y a plus qu'à clore ce débat et à dissoudre le Parti Français. (Dans la salle : Très bien !)

RAPPOPORT. — Je n'ai jamais dit cela.

FROSSARD. — Camarades, je me contenterai d'annexer son discours comme un document précieux à l'histoire des variations socialistes de Rappoport. (Rires.)

RAPPOPORT. — Tout de même... Il ne faut pas... tout de même... Voilà ce que j'ai déclaré. Il y a une certaine explication classique et je l'ai exprimée. Dans notre crise, il y a des difficultés en France, à cause de son caractère petit-bourgeois. Et je dis que ce proudhonisme, grâce au travail sérieux qui a été fait en France même, par toute l'école marxiste, il est mort. Il ne faut pas dire, car c'est une chose qui est devenue la banalité, que j'ai parlé contre l'action en France. Tu appelles ça le défaitisme. Je dis que c'est...

FROSSARD. — Tu as soutenu le Parti Français exactement de la même façon que tu as défendu le front unique, comme la corde soutient le pendu, et je veux tout de suite vider, avec toi, pour ne pas avoir à y revenir dans la suite de ma discussion, le petit incident personnel qui s'est produit au moment où je t'ai opposé le texte précis de ce que tu as écrit lorsque s'est ouvert, en France, le débat sur le front unique.

Tu as dit hier, que ta position sur le front unique,

elle était aujourd'hui ce qu'elle était au début de notre discussion...

RAPPOPORT. — Je n'ai pas dit ça.

FROSSARD. — Je soutiens qu'elle a changé.

Au début de notre discussion, lorsque, pour la première fois, à la Conférence des secrétaires fédéraux, nous avons examiné les thèses de l'Exécutif sur la question du front unique, dans le discours que tu as prononcé et dont j'ai trouvé l'analyse dans *l'Humanité* — car moi aussi, comme notre camarade Trotsky, j'ai mon dossier et il est fait comme le siens d'articles de journaux, de comptes rendus de discours, — je m'en sers.

Je lis, dans le discours que tu as prononcé :

« Quant à se mettre en rapports avec les chefs, Rappoport ne le souffrirait pas et il pense que nos délégués à Moscou doivent être mandatés formellement contre cette entente. »

Et, par conséquent, je dis que le mandat que nous avons donné à nos délégués pour la Conférence élargie de février, il est le mandat de l'unanimité du Comité directeur parce que la façon dont tu défendais le front unique de la Conférence de février rejoignait parfaitement, dans ses conclusions, la façon dont je le combattais.

RAPPOPORT. — Tu permets...

(Dans la salle : non, non.)

Clara ZETKIN. — (Elle parle allemand.) (Bruit dans la salle.)

RAPPOPORT. — C'est une explication personnelle. (Dans la salle : Bravo, Rappoport...)

FROSSARD. — De nombreuses interventions se sont produites à cette tribune.

Notre camarade Kreibich nous a priés de les considérer comme le témoignage de l'intérêt que porte l'Internationale au Parti Français.

Nous en sommes d'autant plus touchés que notre camarade Kreibich représente ici un Parti qui a réalisé ce tour de force que chez lui c'est la minorité qui est la majorité, et la majorité qui est l'opposition.

Les interventions qui se sont produites ont exprimé des points de vue qui, dans le fond, sinon dans la forme, s'apparentent et souvent se complètent. Ils ont

formulé des griefs de même ordre et préconisé, pour remédier à une situation qu'on s'est accordé à reconnaître comme sérieuse, des mesures énergiques d'une application rapide et qu'on espère décisives.

Notre camarade Trotsky nous a dit : « Ce qui fait la gravité de la situation dans laquelle se trouve le Parti Français aujourd'hui, c'est d'abord, que chaque fois qu'il a envoyé ici des délégués, avec lesquels nous avons discuté, ces délégués ont pris des engagements qui n'ont pas été tenus. C'est ensuite, que la presse de votre parti ne représente pas l'esprit du Parti lui-même, que le Comité Directeur de votre Parti ne représente pas la ligne de l'Internationale Communiste, que la plus importante des fédérations, la Fédération de la Seine est une organisation bizarre, et notre camarade Souvarine, qui a des jugements sommaires et définitifs, a ajouté qu'elle est dominée par des excitateurs irresponsables.

Dans votre Parti, a dit encore notre camarade Trotsky, on parle d'un regroupement possible de forces. On fait une propagande inquiétante à certains égards, on s'insurge contre la discipline communiste, et on accuse l'Internationale de légèreté dans ses jugements.

Souvarine a conclu : « La situation du Parti, elle est ce qu'elle était avant le Congrès de Tours. »

Si le tableau qu'il a brossé à grands traits, d'une main qui ne tremble jamais, de la situation du Parti, est exacte, alors les conclusions d'accord qu'il nous a proposées ne peuvent pas être ratifiées par l'Exécutif. S'il est vrai que nous en sommes revenus à la situation d'avant Tours, il faut, sans délai, chasser de la Direction du Parti les hommes qui, par débilite d'esprit, par incapacité d'énergie, par combinaison ou par calcul, ont laissé naître et se développer cette situation.

(Dans la salle : Très bien !)

Eh ! bien, je voudrais rappeler tout de même, il me semble que c'est indispensable dans un débat comme celui d'aujourd'hui, dans quelle situation nous nous sommes trouvés au moment du Congrès de Tours, quel effort nous avons fourni depuis Tours, quels sont les résultats que nous avons obtenus, et comment l'Internationale elle-même, à différentes reprises, a proclamé que le travail accompli par le Parti depuis le Congrès de Tours n'est pas un travail négligeable et dont il ne doit pas être tenu compte, au moment de prendre des décisions qui peuvent être importantes pour notre Parti et qui peuvent engager gravement son avenir.

Nous n'avons rien fait ? Voyons, camarades, nous nous sommes trouvés dans cette situation, au lendemain du Congrès de Tours que partout, au centre et dans les fédérations, nous étions abandonnés, non seulement par l'immense majorité de nos élus, par l'unanimité ou la presque unanimité de nos propagandistes réguliers, mais par la presque totalité de nos administrateurs fédéraux, de nos propagandistes fédéraux, de nos militants locaux les plus connus et les plus autorisés.

Il nous a fallu créer de toutes pièces une organisation nouvelle, disputer le terrain, pied à pied, aux adversaires, qui s'étaient séparés de nous dans la nuit fameuse de Tours, et, à quelques-uns, vraiment suffire à toutes les tâches, faire face à toutes les exigences, être à la fois des administrateurs, des propagandistes, des journalistes, prendre toutes les responsabilités. Nous les avons prises, quoi qu'en prétende notre camarade Souvarine. Est-ce qu'on peut dire que les résultats que nous avons obtenus consistent simplement dans un changement de ton dans le langage de notre Parti, une rupture de liaison avec la bourgeoisie, une défense plus énergique et plus résolue de la Révolution russe ?

Mais l'Exécutif lui-même, dans la lettre qu'il nous a envoyée au Congrès de Marseille, nous dit :

« L'Internationale Communiste salue avec joie les résultats de votre effort pour regrouper et réorganiser vos fédérations, pour constituer un grand parti de 130.000 membres, et pour développer largement et faire prospérer votre presse.

« En face de l'impérialisme et de la réaction dont la bourgeoisie française forme la plus solide citadelle dans le monde, le Parti communiste et sa presse sont seuls à organiser la résistance. Au cours de cette année le Parti a réussi à prendre une influence réelle et grandissante sur les masses ouvrières et sur les petits paysans de France. »

Et c'est à la Conférence de février de l'Exécutif élargi que je trouve dans les résolutions qu'elle nous a consacrés ces deux paragraphes dans lesquels l'Internationale Communiste constate que « les résolutions du Congrès de Marseille, pénétrées de l'esprit de l'Internationale Communiste, créent des points d'appui hautement importants pour l'activité du Parti parmi les masses laborieuses des villes et de la campagne... »

« L'importance exclusive du Congrès de Marseille, consiste en premier lieu en ce qu'il a posé devant le Parti la tâche capitale d'un travail systématique et régulier dans le sein des syndicats, conformément à l'esprit du programme et de la tactique du Parti. »

SOUVARINE. — J'ai voté cela...

FROSSARD. — Je le sais bien.

SOUVARINE. — On ne peut pas toujours répéter la même chose.

FROSSARD. — Oui, mais il est plus nécessaire de rétablir l'équilibre après le discours que tu as prononcé. Tu avais rompu l'équilibre. J'essaie de le rétablir maintenant et ce n'est pas inutile.

Qu'il y ait des survivances du passé réformiste et parlementaire dans le Parti, qui le conteste ? Je l'ai reconnu moi-même, dans mon rapport de l'autre jour. Nous l'avons proclamé et au Congrès de Marseille et au Comité Directeur quand nos délégués ont été de retour de la Conférence de février. Souvarine les attribue à la généralité du Parti, alors qu'elles sont l'exception, et il oublie de rechercher quelles peuvent être les responsabilités dans l'état de choses dont il s'inquiète et il oublie de les répartir équitablement.

C'est ensemble et solidairement que nous avons pris la Direction du Parti. C'est ensemble et solidairement que nous avons dirigé le Parti pendant la première année de son existence, depuis Tours jusqu'au Congrès de Marseille. Et, s'il y a des critiques à nous adresser, des reproches à formuler à notre égard, ces reproches, il ne vont pas seulement aux représentants de la majorité du Parti qui sont ici, ils vont également aux représentants de la minorité.

En ! bien, si l'on se refusait à les reconnaître, si l'on voulait distribuer au gré d'une aimable fantaisie l'éloge et le blâme, je rappellerais que je suis pas seul à tenir ce langage. Notre camarade Trotsky a fait l'autre jour un vif éloge de nos jeunesse communistes.

Elles se sont réunies, en Congrès, à Montluçon, elles ont pris une résolution sur la politique générale du Parti Communiste, elles y formulent de très vives critiques à l'égard de la politique du Parti. Mais lorsqu'elles recherchent les responsabilités, lorsqu'elles examinent quelles sont les causes de la situation dans laquelle nous nous trouvons, elles disent :

(Il nous a été impossible de rétablir ici le texte exact de ce passage du discours de Frossard. Les grandes lignes en suivent néanmoins les résolutions du Congrès de Montluçon. Frossard indique que les anciens reconstituteurs et les membres du Comité de la III^e Internationale ne se distinguent plus avec netteté au sein du Comité directeur. — N.D.L.R.)

FROSSARD. — Nous avons par conséquent, depuis Tours, travaillé ensemble à créer un Parti, dont nous voulons qu'il soit solide, non pas seulement dans son organisation, mais dans sa doctrine, dans son action.

On nous reproche de ne pas faire entendre assez haut la voix du Parti, lorsque se produisent dans notre presse des manifestations de cet opportunisme de droite que l'Exécutif a dénoncé, comme le Parti lui-même l'a dénoncé et condamné.

Eh ! bien, je veux rappeler, qu'en une circonstance, au moins, j'ai personnellement, dans l'*Humanité*, rétabli les faits et exposé le point de vue du Parti. Je veux rappeler que, dès le lendemain de Marseille, en dépit de la crise ouverte par les démissions, j'ai, dans l'*Humanité* de la fin de janvier, rappelé que : « L'Internationale Communiste demande au Parti de lutter avec énergie contre le retour offensif « du demi-réformisme que Tours n'a pas complètement éliminé de notre Parti... »

Et j'ai ajouté : « Nous veillerons au respect des décisions souveraines de nos congrès. Nous ne tolérerons de personne quelle tentative que ce soit de rébellion contre le Parti. La qualité de membre du Parti oblige. Elle ne doit être maintenue qu'à ceux qui, par leurs actes, s'en montrent dignes. Ni le réformisme, ni le demi-réformisme n'ont le droit de cité dans le Parti communiste. Nous en combattons à présent les manifestations, si elles viennent à se produire. »

Au lendemain de la Conférence des trois Exécutifs, notre camarade Daniel Renoult, sous le coup de l'émotion que vous savez, d'une émotion vraie et profonde, a écrit dans l'*Humanité* l'article que notre camarade Trotsky a commenté. Pourquoi cet article ?

Notre camarade Daniel Renault, hanté par le souvenir des conditions dans lesquelles, autrefois, le Parti avait été conduit de l'unité d'action à l'unité d'organisation, obsédé par le souvenir du Comité d'Entente des organisations socialistes qui, constitué en France en 1899, à l'époque du Millerandisme, devait aboutir, en 1905, à l'Unité de la Salle du Globe, notre camarade Daniel Renault pense que la constitution du Comité des Neuf, son caractère de permanence devaient créer une sorte de lien organique entre les trois Internationales analogues au lien organique qui avait été formé en 1899 entre les quatre organisations socialistes françaises rivales, qui se disputaient notre classe ouvrière.

Je lui ai répondu qu'il s'exagérait le danger, qu'en réalité le Comité des Neuf ne devait avoir qu'une tâche, la préparation du Congrès Mondial, que son fonctionnement et sa durée seraient limités à cette tâche, que d'ailleurs il appartiendrait à l'Exécutif de l'Internationale Communiste de contrôler l'activité de ses représentants au sein de ce Comité des Neuf. Sur la question de l'unité d'organisation, j'ai rappelé comment il ne pouvait entrer dans la pensée d'aucun militant sérieux, que les hommes de la Révolution russe et du Parti Communiste russe, pussent envisager, par la pratique du front unique, le retour aux vieilles organisations disparues ; et, dans un article de *Humanité*, que j'ai lu et dont je ne vous infligerai pas la lecture, j'ai rappelé également que, si le Parti bolchevik russe a, dans le passé, procédé souvent à des unifications, des semi-unifications, ses désunifications, sous la signature autorisée de notre camarade Zinoviev, dès que s'est institué devant l'Internationale le débat sur l'unité de front, nous avons été avertis qu'il ne s'agissait de rien de semblable dans la pensée de l'Exécutif et que, d'aucune façon, l'unité d'action ne pouvait, ne devait nous conduire à l'unité d'organisation.

Ainsi la voix du Parti s'est fait entendre. Malgré tout, camarades, les manifestations sur lesquelles l'attention de l'Exécutif a été appelée, ces manifestations-là, je sais bien qu'elles résultent du régime de notre presse et tout à l'heure, lorsque j'en arriverai aux conclusions de notre camarade Trotsky, je dirai ce que je pense du régime actuel de notre presse.

Je veux également rétablir, en ce qui concerne notre camarade Renaud Jean, l'importance et le sens qu'il convient d'attacher à l'opinion qu'il a exprimée dans sa discussion sur le front unique et que notre camarade Trotsky a relevée.

Notre camarade Renaud Jean est, à l'heure présente, je n'hésite pas à le dire, pour le Parti Communiste français, une grande force, une force neuve, une force saine. Il a, dans le domaine de la propagande agraire, renouvelé, rajeuni et approfondi nos méthodes. Il a pris la direction de la *Voix Paysanne*, au moment où il semblait que nous étions incapables de toucher les milieux ruraux. Il s'est donné tout entier à cet effort de propagande, par la plume et la parole, et je suis convaincu que les progrès que nous avons enregistrés aux dernières élections cantonales dans les milieux ruraux, nous devons, pour une large part, dans une large mesure, lui en attribuer le mérite.

Et il est tout naturel que ce propagandiste, paysan lui-même, qui s'attache à défricher les milieux ruraux, accorde à ses préoccupations de technicien du communisme agraire une place prépondérante et que vous pouvez juger excessive.

Dans l'article que notre camarade Trotsky a examiné je crois que si l'on veut saisir exactement sa pensée, il faut compléter la citation qu'en a faite Trotsky par le paragraphe que voici :

« Dans notre pays (dit Renaud Jean) toute lutte sociale importante, qui ne comporte pas des revendications communes aux deux grandes fractions du prolétariat, qui, n'est pas comprise de l'une d'elles, risque de les opposer. Rappelez-vous les grèves de mai 1920. »

En réalité, le souci de Renaud Jean, c'est d'éviter le retour d'une situation comme celle dans laquelle nous nous sommes trouvés au mois de mai 1920. Vous vous souvenez ; des ouvriers en grève et des paysans dressés contre les ouvriers. L'effort de propagande que Renaud Jean accomplit dans les milieux agraires et qui doit être et qui est contrôlé par le Parti, vise à éviter que dans l'avenir des difficultés semblables à celles que nous avons connues dans le passé se renouvellent.

Notre camarade Renaud Jean viendra, l'espère, ici en Russie, au moment du IV^e Congrès mondial.

TROTSKY. — Nous serons très heureux de le voir.

FROSSARD. — Et l'Exécutif pourra se rendre compte

de la bonne volonté intelligente qu'il apporte non seulement à se mettre à la disposition du Parti, mais à compléter, comme nous, sa formation communiste.

Je ne ferai pas état dans cette discussion du travail que nous avons accompli cette année, à un moment où nos effectifs fléchissaient.

Rapport a rappelé la campagne de propagande extrêmement vigoureuse qui, dans un délai de trois mois, nous a permis, pour la première fois dans notre pays, de toucher presque tous nos départements, de remettre debout des organisations qui périssaient, d'en créer de nouvelles, d'étendre le champ d'action et d'influence de notre Parti.

J'ai hâte d'arriver à la discussion précise des propositions qui nous ont été faites.

J'ai dit dans mon rapport, que comme tout le monde, je constate que tout ne va pas pour le mieux dans le meilleur des Partis communistes. Je l'ai dit très nettement. Seulement on m'a fait dans le Parti et dans l'Internationale, une telle réputation d'habileté... que... (*Rires*) même quand je parle avec la plus grande franchise, on se demande toujours qu'est-ce qu'il peut avoir derrière les paroles que je prononce.

RAPPORT. — C'est la meilleure des habiletés...

FROSSARD. — Je pense, Rapport, que, dans les circonstances actuelles, en effet, la plus grande franchise est l'habileté suprême.

Notre camarade Trotsky a examiné les résultats des dernières élections cantonales, et il en a tiré argument en faveur de la tactique que préconise l'Internationale. Les résultats des élections cantonales, elles ont été évidemment, pour notre Parti, une grande leçon de modestie.

Le Parti croyait qu'il avait acquis sur les masses ouvrières de notre pays, une situation prépondérante. Les élections cantonales prouvent qu'il lui reste beaucoup à faire, que l'idée communiste n'est pas en progrès dans les villes, que les socialistes dissidents, que trop de nos camarades avaient en effet l'habitude de considérer comme une quantité négligeable, représentent encore aux deux points de vue électoral et politique une force sérieuse, et à certains égards, une force prolétarienne, que, par conséquent, si l'Internationale nous propose comme mot d'ordre le front unique, il ne suffit pas d'écarter ce mot d'ordre pour résoudre les difficultés du présent, que la conquête des masses, il faut que nous examinions par quels moyens nous comptons y parvenir, qu'une attitude de pure négation n'est pas digne d'un grand parti comme le nôtre, qu'il faut proposer quelque chose de précis, quelque chose de concret, que notre propagande n'est ni suffisante, ni pleinement efficace que nous avons vécu, depuis la constitution du Parti Communiste sur une propagande dont je n'ai pas hésité moi-même à faire la critique la plus sévère, lors de la réunion de notre dernier Conseil National.

Sous prétexte d'intransigeance, en réalité d'intransigeance verbale, chaque fois que nous avons touché des milieux ouvriers, et nous les avons touchés souvent, et nos réunions publiques ont été parmi les plus nombreuses, les plus suivies, les plus enthousiastes et nous avons mené des campagnes électorales qui étaient des campagnes excellentes d'agitation sur les noms de nos emprisonnés, chaque fois que nous avons touché de grands publics importants, comment nous sommes-nous présentés à eux ? Est-ce que nous avons essayé de nous saisir des réalités, est-ce que nous avons essayé de nous appuyer sur elles pour les amener à nous ? Pas du tout.

Dans la majorité des circonstances, nous nous sommes contentés de répéter le même discours passe-partout, le discours que nous avons commencé pendant la guerre et c'étaient les mêmes formules toujours que nous reprenions et les mêmes affirmations révolutionnaires dépourvues de contenu que nous offrions à nos auditeurs ouvriers. Ils s'en sont lassés, c'est évident. Ils nous demandent davantage.

Nous le reconnaissons, nous le proclamons.

Et c'est pourquoi je suis d'accord et avec Souvarine, et avec notre camarade Trotsky, sur la nécessité de donner à notre Parti un programme politique, c'est pourquoi je suis d'accord avec eux sur la nécessité qu'il y a pour notre parti de proposer à l'action des masses des buts concrets... (*Dans la salle : Très bien !*) Et je sais parfaitement, je demande qu'on me fasse l'honneur de me croire, la différence entre la lutte pour les revendications immédiates, entendues comme l'a exprimé à cette tribune notre camarade Bordiga et le réformisme périmé dont nous nous sommes séparés au moment du Congrès de Tours.

La question est de savoir comment il faut que nos organisations, notre action, notre pénétration dans les masses s'effectuent. Notre camarade Trotsky nous a dit : « Un grand danger vous menace, c'est la victoire du bloc des gauches.

Il y a, en effet, en France une hostilité qui grandit contre le Bloc National. Les élections cantonales sont la preuve que le Bloc National, dans deux ans, si aucun événement exceptionnel ne se produit, sera balayé de la scène politique. Et la constitution à laquelle nous assistons du Bloc des gauches, permet de penser que la déroute du Bloc National s'accomplira au profit du Bloc des gauches.

Or, notre camarade Trotsky nous dit : « A ce moment-là, demandez-vous, quel va être l'état d'esprit d'un ouvrier qui aura à choisir électoralement entre le Bloc des gauches et le Parti Communiste. Il se dira : « Le Parti Communiste, il a évidemment mes sympathies. Le jour où il entrera dans l'action révolutionnaire, je serai à ses côtés. Seulement, il est bien évident qu'il ne battra pas cette fois-ci le Bloc National, que le suffrage que je pourrais lui donner sera un suffrage inutile, perdu, que tout de même le Bloc des gauches, cela vaut mieux que le Bloc National, qu'il v a intérêt à écraser le Bloc National. Et il donnera son suffrage au Bloc des gauches.

Et quand le Bloc des gauches sera au pouvoir, il est fort capable de faire, dans le domaine intérieur plus que dans le domaine international, une politique susceptible de maintenir dans les rangs de ses organisations, une partie des travailleurs qui auront voté pour lui. »

Contre ce danger, notre camarade Trotsky pense qu'il est possible de nous prémunir par la pratique du Bloc ouvrier, en donnant à notre prolétariat le mot d'ordre du gouvernement ouvrier.

Eh ! bien, je crois que le Bloc des gauches n'est plus à faire, je crois qu'il est fait à l'heure présente. Déjà les socialistes dissidents s'y sont inscrits. Je ne pense pas qu'il soit impossible, si nous leur proposons le bloc ouvrier, de les faire revenir sur leur détermination. J'ai, au contraire, le sentiment qu'ils hésiteraient entre le Bloc des gauches et le Bloc ouvrier et qu'ils finiraient par pencher du côté du Bloc ouvrier.

Seulement, je trouve que cela créerait à notre Parti une situation extrêmement délicate.

Le raisonnement de l'ouvrier parisien, je le reprends à mon tour. L'ouvrier parisien, si le Bloc ouvrier se forme, se dira : « Voilà des hommes, voilà Longuet, Paul Faure, d'un côté ; Cachin, Renoult d'un autre côté, qui, depuis deux ans se sont injuriés, qui depuis deux ans ont mené les uns contre les autres la lutte la plus âpre, la plus violente, il semblait qu'un fossé infranchissable les séparait. Et maintenant, parce qu'il y a des intérêts électoraux en jeu, des sièges à conquérir, ils se retrouvent, ils mènent ensemble la même bataille, et l'ouvrier parisien qui se méfie instinctivement de tous ceux qui mènent des batailles politiques et électorales... (Dans la salle : Très bien !) se dira, ce n'était vraiment pas la peine de choisir entre les communistes et les socialistes, puisqu'ils viennent de s'entendre. » Et, dans une hypothèse comme celle-là, je ne crois pas que l'autorité du Parti Communiste et de ses militants puisse grandir.

Cela, c'est le raisonnement de l'ouvrier parisien.

Il y a, maintenant, l'ensemble de la situation.

Je persiste à penser, camarade Trotsky que notre intérêt est que les socialistes fassent le Bloc des gauches, parce que le Bloc des gauches, ce ne sera pas seulement un bloc électoral, parlementaire, ce sera un bloc de gouvernement. Les socialistes ne pourront pas s'arrêter à mi-chemin. Ils commenceront par des listes communes, ils finiront pas un gouvernement commun.

On verra demain sur la même liste Herriot et Boncour, et on verra dans la même équipe ministérielle Herriot et Boncour.

Les socialistes seront nécessairement entraînés à pousser leur collaboration avec les éléments républicains plus loin qu'ils ne le voudraient.

Si y a, en suite des élections, un déplacement de la majorité parlementaire, il sera tel qu'un gouvernement n'aura de stabilité qu'au prix de l'accord parlementaire des socialistes et des radicaux, et les socialistes et les radicaux ne pourront réaliser cet accord, qu'en faisant un gouvernement commun, Jules Guesde dirait, couche commune.

Mais, s'il en est ainsi, il est bien évident que le jour où le Parti Socialiste deviendra un Parti de collaboration gouvernementale, il sera discrédité dans l'esprit

des masses, et la situation redeviendra ce qu'elle était au moment où, pour la première fois, un socialiste « en congé », Millerand, est entré dans un cabinet de défense républicain.

C'est en effet une nouvelle politique de défense républicaine vers laquelle nous allons en France.

C'est en effet une renaissance des jours de la politique wakiékiste et combiste à laquelle nous assistons. En 1899 quand Waldeck-Rousseau a pris le pouvoir, vous savez qu'en face des socialistes, entrés dans la galère ministérielle, il y eut toute une équipe de socialistes révolutionnaires qui résistèrent et qui constituèrent un Parti dont l'influence alla croissant jusqu'à l'unité socialiste de 1905. Les réformistes étaient, en 1905, nettement infériorisés dans les masses par rapport aux révolutionnaires du mouvement français.

Je crois que nous allons nous retrouver demain dans une situation qui aura quelque analogie avec la situation de cette époque.

Et je pense que l'intérêt du mouvement communiste français exige que se constitue le Bloc des gauches et qu'achevent ainsi de se disqualifier les socialistes dissidents.

Si nous pratiquons la politique du Bloc ouvrier, nous leur rendrions, qu'on le veuille ou non, une partie de l'attractivité qu'ils ont perdue, nous nous compromettrions avec eux inutilement, car autant je pense que le front unique, pour l'action directe des masses, c'est une nécessité qui s'imposera fatalement en France, comme dans les autres pays, autant je pense que nous devons prendre garde à la forme électorale possible du front unique.

Je me permets d'ajouter qu'à mon avis à l'heure actuelle, en France, les applications du front unique nous sont rendues extrêmement difficiles par la scission syndicale.

Je l'ai déjà dit l'autre jour, j'y reviens aujourd'hui.

La scission syndicale, elle s'est produite au mois de janvier dernier, dans des conditions telles qu'il est impossible de songer à obtenir des hommes qui dirigent la C. G. T. unitaire qu'ils partagent la responsabilité d'une action déterminée avec les hommes qui dirigent la C. G. T. réformiste. Cette grave question du mouvement syndical français, je sens bien que l'Internationale la considère comme essentielle.

Notre tâche, elle est extrêmement difficile et délicate.

Il y a, en France, toute une longue tradition de syndicalisme révolutionnaire. Voici quarante années, au moment où le mouvement socialiste français commençait à se développer, il n'y avait pas d'antagonisme entre les syndicats et le Parti.

Les syndicats adhéraient au Parti, et dans les premiers Congrès ouvriers et socialistes, il y avait à la fois des délégués de groupes politiques et des délégués de syndicats.

Cela, c'était la situation de 1880. Puis, le mouvement socialiste français s'est divisé. Plusieurs fractions se sont constituées en organisations distinctes, et chaque organisation a voulu avoir son mouvement syndical à elle. Le Parti Ouvrier Français avait sa fédération de syndicats, avec laquelle il était étroitement lié, dont je pourrais dire qu'elle lui était subordonnée.

Alors, le mouvement syndical a senti la nécessité de constituer son unité en face de la poussière d'organisations socialistes. Il a senti qu'il fallait qu'il réunisse toutes ses forces, et la Confédération Générale du Travail est née. Elle était à son origine réformiste, nullement hostile aux socialistes. Elle évolua rapidement vers les formes d'action directe. Lorsque Millerand entra dans le cabinet Waldeck-Rousseau, il essaya de mettre la main sur les organisations syndicales, d'exercer sur elles une influence prépondérante.

TROTSKY. — Les postiers surtout.

FROSSARD. — Toutes les organisations, camarade Trotsky. Par le moyen de subventions, il voulait se les attacher ; il obtint des municipalités les plus importantes, qu'elles donnassent abri aux organisations syndicales et qu'elles assurassent la rémunération de leurs fonctionnaires.

A ce moment-là, des hommes ont surgi dans la C. G. T. qui ont voulu réagir contre la corruption du réformisme parlementaire et gouvernemental. Leur force a grandi, elle a cherché sa doctrine, elle a pris la direction de la C. G. T., et sous l'influence intelligente de Pelloutier, elle a définitivement écarté des organisations syndicales françaises les partis politiques, elle les a définitivement soustraits à leur influence.

Ainsi, c'est pour des raisons salutaires que s'est produite, il y a 20 ans, la rupture entre le mouvement syn-

dical et le mouvement socialiste, et depuis 20 ans, il y a toute une tradition d'autonomie, d'indépendance absolue qu'on a soigneusement cultivée, et contre laquelle il est impossible de réagir.

Dans l'ancien parti unifié, une fraction l'a essayé, c'était la fraction qui avait créé autrefois le Parti Ouvrier Français, et je me souviens qu'au congrès où fut votée la fameuse Charte d'Amiens, les socialistes-marxistes qui militaient à l'intérieur des organisations syndicales, avaient présenté une résolution — oh ! bien timide — et qui prévoyait seulement « à des moments donnés, dans des circonstances déterminées » un rapprochement pourrait s'effectuer entre les deux organisations politiques et syndicales pour une action commune.

C'est à la majorité de plus de 5/6^e des syndicats que cette proposition si prudente a été écartée par la C. G. du Travail.

Pendant la guerre, depuis la guerre, nous nous sommes efforcés, dans la mesure de nos moyens, de tourner à l'avantage de nos idées un état de fait, qui vous semble dangereux pour l'avenir de notre mouvement révolutionnaire.

Nous l'avons essayé. Rappoport vous a indiqué quelques-uns des moyens que nous avons employés.

Je dois dire, parce que c'est la vérité, que certaines affirmations trop brutales ont parfois compromis notre effort. Des camarades autorisés du mouvement français ont parlé légèrement, imprudemment, maladroitement de la nécessité du subordonner le mouvement syndical au mouvement communiste. Ce que nous voulons, ce n'est pas un mouvement syndical dominé par le Parti, mais des syndicats animés par les idées communistes.

Or, ces paroles qu'ils ont prononcées ont eu dans notre pays un immense retentissement, comme ils auraient dû s'y attendre. Notre besogne difficile de pénétration des syndicats elles l'ont rendue plus ardue encore.

Voici que nous allons avoir le Congrès de Saint-Etienne.

Notre camarade Trotsky nous a demandé : « Qu'est-ce que vous ferez, si les membres de votre Parti, au lieu de voter la motion d'adhésion pure et simple à l'Internationale Syndicale Rouge, donnent leurs mandats à la motion d'adhésion avec réserves, que va présenter le groupe de la *Vie Ouvrière* ? »

Il a dit : « Est-ce que vous les excluez ? »

Je lui répondrai : « Non. Nous ne les excluons pas. C'est impossible. Nous excluons l'immense majorité des militants communistes qui travaillent dans les syndicats. »

Quelle que soit d'ailleurs la décision que pourrait prendre maintenant l'Internationale, quand nous rentrerons en France, nous trouverons déjà des décisions prises, nous serons à la veille du Congrès de Saint-Etienne.

Les syndicats, c'est en ce moment qu'ils se réunissent, qu'ils discutent l'ordre du jour de Saint-Etienne. C'est en ce moment qu'ils donnent leurs mandats à leurs délégués. Les délégués seront liés à Saint-Etienne par les délibérations de leurs organisations.

Quelle que soit leur volonté et la nôtre, il sera tout à fait impossible d'obtenir des délégués qu'ils reviennent sur les décisions, dont ils ne sont d'ailleurs pas maîtres, puisqu'elles appartiennent à leurs organisations.

Par conséquent, impossible d'exclure les membres du Parti qui à Saint-Etienne voteront la motion d'adhésion avec réserves à l'Internationale Syndicale Rouge et nous nous refusons à le faire.

Quant à les réunir, quant à les organiser, quant à travailler à les discipliner, sans doute, d'accord. Il y a là un engagement que je veux prendre et que je tiendrai.

Réunir les délégués, tous ceux qui appartiennent au Parti, les réunir tous les jours, examiner avec eux, tous les jours, la situation, voir avec eux comment se présente la bataille qui est engagée et décider avec eux les mesures à prendre pour qu'elle se termine à l'avantage de nos idées, c'est quelque chose qui est non seulement légitime, mais nécessaire, indispensable, qu'on peut faire, qu'on doit faire, qu'on fera d'autant plus que cela ne porte pas atteinte à l'autonomie du mouvement syndical.

Ainsi, petit à petit la discipline sera plus facile à obtenir de nos militants, non pas en la leur imposant brutalement — si nous la leur imposions brutalement nous n'obtiendrions par les résultats que vous pensez,

— mais en essayant de leur en faire comprendre la nécessité, et ils sont parfaitement capables de la comprendre.

Camarades, nous voici au terme de cette discussion.

Le Parti Français traverse une crise. Je suis de l'avis de notre camarade Trotsky, c'est une crise de croissance. Il en sortira grand et plus victorieux.

Souvarine semblait conclure à la nécessité d'une nouvelle scission.

Je préfère à la formule de Souvarine, la formule de notre camarade Trotsky, une ère nouvelle pour le Parti.

Comment ? Mais déjà dans le rapport que j'ai présenté au nom de la majorité, j'ai proposé un certain nombre de mesures qui peuvent être retenues.

J'ai demandé qu'il soit entendu qu'on inscrira à l'ordre du jour du congrès du Parti — qui doit être prochain — l'élaboration d'un programme politique, contraignant pour tous les membres du Parti, la révision de notre constitution organique et la mise sur pied d'un plan de travail ordonné et méthodique des communistes dans les syndicats.

Un nouveau régime de presse ?

Des ouvriers au Comité Directeur ? Je suis à l'aise pour en parler. Nous avons inscrit dans notre règlement général que notre Comité Directeur devait, dans sa majorité, être composé de syndiqués. Et c'est une disposition de cette Fédération de la Seine tant critiquée qui a précisément sur cette question été retenue par le Congrès administratif de 1921.

SOUVARINE. — Syndiqués, pas ouvriers.

FROSSARD. — Oui, mais en général, Souvarine, parmi les syndiqués il doit bien y avoir quelques ouvriers.

SOUVARINE. — En particulier chez nous il y a plus de syndiqués employés que d'ouvriers.

FROSSARD. — Mais un syndiqué employé, c'est tout de même un ouvrier.

Le camarade qu'on va chercher dans un grand magasin pour le mettre à la tête d'une organisation syndicale, ou pour le mettre à la tête d'une organisation coopérative, c'est un prolétaire et qui offre autant de garanties pour l'action communiste que nous avons à nous-mêmes, que celui qu'on va chercher à l'atelier.

Mais ce n'est pas la question.

Il est évident que ce que nous devons chercher, puisqu'il s'agit de syndiqués, ce sont les employés, les ouvriers les plus intelligents, les plus actifs, ceux sur lesquels nous pouvons le mieux nous appuyer pour notre propagande.

Ce n'est pas toujours aisé. Nous manquons d'hommes. Rappoport l'a dit. C'est vrai, il y en a qui se forment, cependant.

Au dernier Conseil National du Parti nous avons vu quelques jeunes militants qui, par leur sérieux, par leur acquiescement, par leur fermeté, leur intelligence claire et ouverte, nous ont paru devoir, dans un prochain avenir, rendre les plus grands services au Parti.

C'est une recherche difficile. C'est une recherche à laquelle il faut que nous consacrons tout le temps et la volonté nécessaires ; en vérité, un Comité Directeur homogène, capable de travail.

(Dans la salle : Très bien !)

Si nous voulons l'obtenir, il faut que nous renoncions aux modes de choix que nous avons employés dans le passé.

Si nous avons cette année un Comité Directeur divisé qui ne parvient pas à s'accorder pour le travail du Parti, un Comité Directeur dans lequel on se heurte avec violence, dans lequel la préoccupation des tendances domine trop souvent la préoccupation d'intérêt communiste, c'est parce que l'an passé au Congrès de Marseille, lorsqu'il s'est agi de choisir le Comité Directeur nous avons abandonné ce choix au hasard de l'élection, au hasard du suffrage universel des sections, et il s'est produit ce qui se produit toujours lorsqu'on s'en remet au suffrage universel.

Il y a eu campagne électorale, ressemblant à toutes les campagnes électorales, et qui a donné les résultats de toutes les campagnes électorales.

Des camarades ont été envoyés au Comité Directeur non pas parce qu'ils représentaient telle tendance, non pas parce que c'était la droite, mais parce qu'ils étaient sympathiques, parce qu'on avait beaucoup d'amitié, beaucoup d'estime pour eux.

Sur une liste de 24 membres, quand on a 24 noms à inscrire sur un morceau de papier, on veut bien s'offrir le luxe, quand on a désigné les camarades jugés indispensables, d'y ajouter les camarades avec lesquels on est en bons termes. C'est ce qu'on appelle, en France, un échange de bons procédés.

C'est comme cela que cela s'est passé à Marseille, et c'est comme cela qu'il en est sorti le Comité Directeur que vous savez.

Ce qu'il faut, c'est tirer la leçon de l'expérience d'hier. Cela ne peut pas se renouveler.

La Direction du Parti a la responsabilité de la vie du Parti. Des élections ne sont pas capables de lui assurer une homogénéité nécessaire. Il faut qu'on prenne que ce soit au Congrès même, et dans une Commission restreinte que soit arrêté, sous réserve du droit de ratification du Parti, le choix des hommes qui doivent diriger le Parti.

Nous le désirons tous. Je l'ai dit déjà dans la nuit même de Marseille, où comme l'a dit devant l'Exécutif notre camarade Louis Sellier, un certain nombre de démissions retentissantes s'abattirent comme un souffle sur le Congrès de notre Parti, je le répète ici, je suis prêt à mettre ma signature au bas d'un texte qui précisera la nécessité pour le Parti de reviser sa constitution organique.

Nouveau régime de presse ? Qu'est-ce à dire ?

Que la direction de nos journaux ne s'exerce pas avec assez de vigilance, assez de fermeté ? Je ne le crois pas.

Le mal, je crois, c'est que nous avons conservé cette habitude dans le Parti de désigner, dès le début de l'année, un certain nombre de camarades que nous baptisons du nom pompeux de leaders, au nombre de 10 ou 15, auxquels on donne deux fois par mois une tribune dont ils peuvent disposer à leur guise, à la première colonne de *l'Humanité*. Elle leur appartient. Deux fois par mois, ils y écrivent, et l'on a pris cette habi-

tude de ne pas contrôler ce qu'ils y écrivent. Ils sont les leaders. Ils ont été désignés au lendemain du Conseil National. Ils sont les maîtres de leur pensée et de l'expression de leur pensée.

Eh ! bien, c'est ce régime-là qui est déplorable et c'est pour cela que notre camarade Trotsky peut triompher si aisément contre nous en compulsant la collection de *l'Humanité*.

Ce régime-là, il est évidemment incompatible avec les exigences de notre vie communiste et nous pouvons étudier dans la Commission le moyen de le transformer.

Et maintenant, je crois que tout cela, sur quoi nous pouvons aboutir, — et la majorité française est, en tous les cas, inspirée par le très vif désir d'aboutir — je crois que tout cela ne servirait pas à grand-chose, si, au lendemain de cet Exécutif, dans le Parti des fractions pouvaient néanmoins se constituer.

La condition essentielle de développement et de prospérité pour le Parti, c'est que la lutte des fractions ne s'y institue pas, c'est que, entre les hommes qui, à des degrés divers, à droite, à gauche, au centre, entre les hommes qui sont vraiment pénétrés de la nécessité de hâter la maturité communiste de notre Parti, un accord étroit s'établisse, un accord pour l'action.

Si cet accord ne s'établit pas, si les déchirements intérieurs auxquels nous assistons depuis le Congrès de Marseille s'aggravent encore et si nous allons au prochain Congrès dans des conditions d'insécurité absolue, ce sera la mort de notre Parti Communiste.

Nous ne voulons pas qu'il meure.

Nous sommes prêts, avec l'Internationale Communiste, à travailler à assurer sa vie.

4. — Déclaration avant le vote

Je demande à faire, avant le vote, au nom de la majorité de mon Parti, une courte déclaration.

La question française a longuement retenu l'attention de la conférence. Elle a été examinée, je dois le reconnaître, dans l'esprit le plus cordial et le plus fraternel.

De notre côté, nous avons, dès le premier jour, manifesté notre désir de rechercher, avec l'Internationale, les solutions de nature à permettre au Parti de sortir rapidement de l'état de crise dans lequel il se trouve.

C'est dans ce but que nous nous avons collaboré au sein de la commission chargée de préparer le règlement de la question française. Notre camarade Trotsky, au nom de cette commission, a soumis à la conférence un nombre important de résolutions.

Je dois dire d'abord qu'elles nous apparaissent dans l'ensemble et d'un point de vue général, de nature à assurer au Parti des points d'appui importants pour sa formation et son développement ultérieurs.

Il en est un certain nombre que nous acceptons sans réserve dans le fond et dans la forme. Ce sont celles qui concernent l'objet principal du prochain Congrès, « d'adopter un programme, une tactique, un règlement intérieur répondant parfaitement au rôle du Parti, celles qui concernent la structure du Parti, le rôle du Comité Directeur, la révision du règlement de la Fédération de la Seine, le régime de la presse, la discipline du Parti et la nécessité pour le Comité Directeur d'informer le Parti, dans un manifeste solennel, de la nature des décisions prises par la présente conférence pour ouvrir une ère nouvelle dans la vie du Parti Communiste français ».

Nous acceptons au fond, dans ses dispositions pratiques, la première partie de la résolution qui est proposée sur la question syndicale, et nous regrettons qu'elle ait été personnalisée de telle façon

qu'il ne nous soit pas possible de donner à la fois notre adhésion au fond et à la forme.

Nous ne pouvons retenir, et la Conférence le comprendra, les résolutions qui examinent et qui critiquent l'activité d'hier du Parti et de son Comité Directeur.

J'ai indiqué, au début de la séance de ce soir, les raisons pour lesquelles, sur la question du front unique, liés d'ailleurs par notre mandat, il nous paraissait impossible de nous déjuger.

Mais nous devons surtout protester, de la façon la plus vigoureuse, contre la résolution qui blâme notre camarade Daniel Renoult. Nous qui connaissons Daniel Renoult, qui sommes unis à lui par les liens étroits d'une longue activité commune, qui avons pu apprécier toute la probité de son esprit et la droiture de son caractère, nous savons que dans l'activité qu'il a déployée au cours de ces dernières semaines, il n'a pas eu d'autres préoccupations que de servir les intérêts du Parti et les intérêts de l'Internationale, qui se confondent.

On lui reproche de n'avoir pas tenu les engagements qu'il a pris à la conférence de février de l'Exécutif Elargi. Nous avons été témoins, nous, les représentants de la majorité du Parti français, des efforts qu'il a faits à son retour, pour assurer au Comité Directeur l'exécution loyale des engagements qui ont été pris. La Conférence de Berlin est intervenue. L'attitude de Renoult, pour des raisons que j'ai indiquées dans ma seconde intervention, s'est trouvée modifiée, et il a entamé une polémique dont la vivacité s'explique seulement par sa sincérité passionnée, et je veux tout de suite dire que Renoult a exprimé, dans l'ensemble, l'opinion de la grande majorité de mon Parti.

Si l'Internationale pense que Renoult doit être blâmé, nous qui sommes avec lui au Comité Directeur du Parti, qui partageons avec lui la responsabilité de la direction du Parti, qui avons, comme lui, participé à la campagne qui a été menée sur

cette question si controversée du front unique, nous nous sentons atteints par le blâme qui vise notre camarade Daniel Renoult et nous ne pouvons, en aucune façon, nous y associer.

Ainsi, nous sommes obligés, sur un certain nombre de questions, de maintenir notre opposition jusqu'au vote.

Mais nous sommes sans illusions, nous savons que les propositions rapportées par la Commission vont recueillir l'adhésion quasi unanime de la Conférence.

Nous tenons à proclamer tout de suite, de la façon la plus nette, que les propositions ratifiées, nous nous inclinons, mais je veux dire dans quel esprit.

Nous nous inclinons, non par une sorte d'automatisme de discipline, non parce qu'il y a dans les statuts de l'Internationale communiste une dis-

position qui donne aux décisions de l'Exécutif pouvoir de lois dans l'Internationale et dans l'intervalle des Congrès, nous nous inclinons parce que nous savons que l'autorité de l'Internationale, cette autorité qui résulte à la fois de ses directions doctrinales et de son expérience révolutionnaire, ne peut s'exercer, quelles que soient nos réserves d'à présent, que d'une façon bienfaisante à l'égard de tous les partis, le Parti français y compris.

C'est donc pour ces raisons et dans cet esprit que la délégation de la majorité du Parti français s'engage à rapporter au Parti les résolutions qui vont être prises, à les expliquer, à les commenter, à les défendre, à faire en sorte que, dans le plus court délai, elles soient pourvues de leur sanction pratique, et j'espère, vous me permettrez de finir par là, qu'au 4^e Congrès de l'Internationale communiste, ce ne sera pas la question française qui retiendra l'attention de l'Internationale.

5. — Conclusion

...Mon rôle est presque terminé, je n'ai plus que quelques brefs commentaires à vous apporter.

Je pense que vous vous rendez compte comme moi de la gravité de la situation dans laquelle nous nous trouvons aujourd'hui. Il y a crise dans nos relations avec l'Internationale, et je l'ai dit au début de ce trop long exposé ; il y a crise également dans le Parti ; les manifestations de cette double crise sont si nombreuses que je n'ai pas besoin d'insister pour vous en faire comprendre l'importance et le péril. Nous nous trouvons aujourd'hui en présence de résolutions fermes de l'Internationale. Quelle doit être l'attitude de notre Parti ?

J'ai, en ce qui me concerne, longuement réfléchi à cette question. J'ai envisagé toutes les hypothèses, toutes les éventualités. Je me suis demandé ce qui pourrait arriver si, devant les décisions de l'Exécutif Elargi, le Parti français adoptait une attitude d'inertie ou d'hostilité. J'ai été conduit à me rendre compte qu'une attitude de cette sorte, infailliblement, nous mènerait à une rupture avec l'Internationale. C'est une question. Elle peut se poser. On a le devoir de se la poser lorsqu'on est un homme politique. Je me la suis posée, je l'ai résolue pour mon compte. Laissez-moi vous le dire : j'ai mûrement réfléchi, je ne jouerai pas, quoi qu'il arrive, le rôle de Serrati. A l'heure actuelle, la tension dans nos rapports avec l'Internationale n'est pas telle qu'on ne puisse y remédier. Il ne s'agit pas de mettre le Parti français au régime de la haute surveillance, de prendre tout ce qui vient de Moscou et de s'incliner sans discuter : il s'agit de régler d'une manière définitive une situation qui ne peut se prolonger sans nous conduire aux plus détestables extrémités.

Parmi les résolutions, il y en a qui nous plaisent, d'autres qui nous déplaisent. Seulement, quand nous avons fait cette constatation, à quelle conclusion aboutissons-nous ? Je demande qu'on se souvienne des conditions dans lesquelles nous avons adhéré à la 3^e Internationale. Il y avait des statuts, nous les savions, nous les connaissions, on ne les a pas modifiés ; quand nous les avons lus, nous nous sommes dit : « Bah ! ce sont des statuts, on les appliquera plus ou moins, on s'en

accommodera comme on pourra. Tout s'arrange ». Or, il se trouve qu'on ne s'en accommode pas du tout. L'Internationale les applique dans toute leur rigueur. Ils disent que l'Exécutif a pouvoir de loi dans l'intervalle des Congrès ; par conséquent, quand l'Exécutif décide, ses décisions sont contraignantes pour tous, donc pour le Parti français. Après avoir examiné la question française, l'Exécutif Elargi prend un certain nombre de résolutions : reconnaissons qu'elles sont contraignantes. On peut les estimer maladroites, fâcheuses, mauvaises, tout ce que l'on voudra... il n'y a pourtant pas d'Internationale possible si nous ne nous y conformons pas. Sont-elles définitives ? Je n'en sais rien, mais tout est revisable. Le Parti pourra, dans les assemblées internationales ultérieures, faire valoir ses réserves, reprendre ses critiques, exposer son point de vue, tenter de le faire triompher ; mais d'abord qu'il s'incline, qu'il donne l'exemple de la discipline ! Que l'Internationale se rende compte qu'il ne veut pas ruser avec elle.

Car, en vérité, ce qui aggrave nos difficultés, c'est l'impression de l'Internationale que nous cherchons à ruser avec elle. Donnons-lui le sentiment que cette impression est erronée, inexacte. Que nous offre-t-elle ? Des dispositions organiques qui sont de nature à mettre en harmonie la structure de notre Parti avec la structure des autres Partis et de l'Internationale.

Je ne suis pas enthousiaste des résolutions que je rapporte ; je les ai combattues, j'ai voté contre. Seulement, je dis qu'à l'heure actuelle, il y a une expérience loyale à faire. Avec tous les hommes de bonne volonté du Parti, je suis prêt à la faire. Pour le reste, un Congrès va être réuni ; il discutera le programme politique du Parti, il arrêtera le plan de travail des communistes dans les syndicats. Nous ne sommes pas ici tellement liés par les résolutions de l'Internationale que notre volonté de libre discussion ne puisse s'exercer avec fruit. L'examen de ces deux questions, dans le cadre même des décisions générales du Congrès mondial, ouvre un champ immense à notre initiative, à notre activité. Nous pourrions confronter nos opinions, défendre nos idées. Le Parti n'est pas jugulé. Il s'en faut.

Reste la question du front unique. Elle est à

l'ordre du jour du 4^e Congrès mondial ; le droit du Parti est entier dans le domaine de la discussion antérieure, il peut évidemment confirmer ses résolutions d'hier et les porter devant le 4^e Congrès. Mais discussion et action sont choses différentes. Dans le domaine de la discussion, nous sommes libres ; dans celui de l'action, nous sommes liés par les décisions de l'Internationale. Si, demain, l'Internationale reprend sa tactique du front unique et cherche à la réaliser, il faudra, cette fois, nous conformer strictement à ses directions. Nous n'avons pas le droit de saboter par caprice l'action qu'elle entreprend, même si nous la jugeons imprudente ou téméraire.

Done, discipline dans l'action, mais liberté entière dans la discussion intérieure où s'élabore cette action, voilà, à mon sens, ce qu'exige de nous l'Internationale, en conformité d'ailleurs avec les statuts et les thèses que l'adhésion de Tours a ratifiés.

Camarades, nous allons tenir un Congrès important. Des questions délicates sont inscrites à son ordre du jour ; elles peuvent entraîner pour l'avenir de notre Parti les conséquences les plus redoutables. Je voudrais que nous prenions vis-à-vis de nous-mêmes et vis-à-vis du Parti l'engagement de discuter, sans oublier à aucun moment quelles sont nos responsabilités. Nous sommes à l'heure la plus difficile qu'ait connue le Parti depuis le Congrès de Tours ; la moindre faute peut entraîner le Parti à la ruine. Personne ne peut vouloir que ce Parti, qui a soulevé tant d'espérances, disparaisse dans le chaos. Nous avons les uns et les autres le plus grand intérêt à assurer sa vie en fortifiant son unité communiste et révolutionnaire. C'est dans cet esprit d'unité que je voudrais aller au prochain congrès. Après une discussion ample et loyale, tous les communistes sincères auront le devoir de se retrouver, de se serrer étroitement les uns contre les autres. C'est à cette condition que nous traverserons heureusement la crise dont les symptômes nous inquiètent si fort, mais qui peut être, si nous le voulons, une crise de croissance. Il y a des hésitations, du désarroi, un état général de malaise qui nous font craindre pour la sécurité de notre organisation.

La situation est d'autant plus difficile que, Parti jeune, nous allons être exposés dans quelques mois à toutes les tentations des batailles électorales : si nous ne nous imposons pas la plus étroite discipline, qui sait si, à notre tour, nous ne serons pas dominés par des préoccupations subalternes de succès à tout prix et entraînés à des combinaisons politiques qui compromettraient le caractère de classe de notre Parti ? Alors, ce serait demain l'effondrement de tous nos efforts et le mouvement ouvrier français connaîtrait de longues années d'impuissance, de découragement et de scepticisme. On peut croire qu'il est possible à un parti révolutionnaire de vivre sans l'appui de l'Internationale, mais, je vous le dis, plus j'y réfléchis, plus je pense que le jour où nous ne serons plus partie intégrante de l'Internationale Communiste, ce jour-là nous serons exposés au pire déséquilibre. L'exemple du Parti socialiste italien nous en fournit la preuve. Il y a un an qu'il a rompu avec Moscou. Sa droite le domine de plus en plus. Elle est en train de le conduire à la collaboration ministérielle. Elle tue en lui l'esprit de révolte. Désaxé, il est à sa merci. Seuls nous serions comme lui, j'en ai peur, la proie des combinaisons électorales et parlementaires, et

c'est pourquoi, je vous le disais tout à l'heure, je ne veux pas jouer le rôle de Serrati.

Quelles que soient mes réserves quant aux résolutions que je rapporte, je vous demande de tout mon cœur de faire le maximum d'efforts pour qu'elles obtiennent leur rapide sanction pratique.

C'est par l'Internationale que nous devons agir, c'est avec l'Internationale que nous devons agir si nous voulons assurer, dans notre pays, le triomphe de la Révolution sociale !



Bulletin Communiste

Organe du Parti Communiste (S.F.I.C.)
PARAISANT LE JEUDI

Le Numéro : 50 centimes

ABONNEMENTS :

	France	Etranger
3 mois	7 »	8 »
6 mois	13 »	14 »
12 mois	26 »	28 »

Adresser la correspondance à

René REYNAUD, 120, rue Lafayette, PARIS

VIENT DE PARAÎTRE

BIBLIOTHÈQUE COMMUNISTE

ENTRE L'IMPÉRIALISME ET LA RÉVOLUTION

LES QUESTIONS FONDAMENTALES
DE LA RÉVOLUTION À LA LUMIÈRE
DE L'EXPÉRIENCE GÉORGIENNE

PAR LÉON TROTSKY

UN VOLUME FRANCO : 5 fr.

En vente à la Librairie de l'Humanité
142, rue Montmartre. Chèque Postal 25.517

La Semaine Internationale

L'écroulement financier de l'Allemagne

Pendant qu'à la Conférence de La Haye, les experts des puissances capitalistes s'efforcent, sans y parvenir de faire capituler la Russie et de remettre le prolétariat russe en servage, une partie considérable du monde capitaliste se désagrège, l'Allemagne n'est pas loin de rejoindre l'Autriche.

La semaine qui vient de s'écouler n'a pas vu d'événement plus important que la baisse du mark, qui vaut moins aujourd'hui que le pfennig d'avant-guerre.

En quelques mois la devise allemande a perdu la moitié de sa valeur, les réparations se payent en marks-or, cela signifie que leur exécution représente pour le budget allemand le double de l'évaluation du mois d'avril.

Cette chute sans précédent a plusieurs causes. Tout d'abord la nécessité où l'Allemagne se trouve avant chaque échéance d'acheter du dollar ou de la livre sterling pour une cinquantaine de millions.

Mais il y a aussi une cause plus profonde. Depuis 1919, dans le monde entier des capitalistes spéculateurs avaient acheté du mark en quantité considérable. Ils jouaient sur le relèvement de l'Allemagne. Malgré la baisse à peu près constante du papier allemand, ils avaient conservé l'espoir de le voir remonter jusqu'au dernier Comité des Banquiers.

On se souvient que cette consultation solennelle des financiers de tous les pays avait abouti à cette conclusion que les charges de l'Allemagne devaient être proportionnées à sa capacité de paiement. Le chiffre fixé pour les réparations, les 132 milliards de marks-or étaient considérés comme dépassant cette capacité.

Le gouvernement français a refusé d'entrer dans ces considérations, il a voulu le maintien intégral de la créance interalliée. Devant cette condamnation sans appel les détenteurs de devises allemandes se sont hâtés de les jeter sur le marché pour limiter leur perte et l'effondrement du mark s'en est naturellement suivi.

L'Allemagne va demander un moratorium, pour ses livraisons de charbon d'abord, pour ses versements en espèces ensuite. Il n'est pas douteux que la baisse du mark compromet aussi bien les réparations en nature que les réparations en argent.

Si en 1919 ou en 1920 le gouvernement français avait consenti à s'entendre avec l'Allemagne pour que les matières premières et le travail d'outre-Rhin participassent largement à la reconstruction des régions dévastées, cet

accord qui aurait sauvé le crédit de l'Allemagne aurait pu maintenir son change.

Mais aujourd'hui que la politique suivie a mis les choses où elles en sont, la faillite financière de l'Allemagne ne permet pas plus les réparations en nature que les réparations en argent.

En effet, pour l'Etat allemand les réparations en nature se traduisent obligatoirement par des versements aux détenteurs des matières premières, aux industriels, aux transports. La seule différence est que la plus grande partie de ces versements sont faits à l'intérieur de l'Allemagne, sans répercussion brutale sur le change.

Mais la baisse du mark aura pour corollaire une augmentation des prix proportionnels et les réparations en nature, si elles sont effectuées mettront le budget allemand dans un déficit impossible à combler.

Quant aux réparations en argent, pour mesurer l'action que peut avoir sur elles l'effondrement du mark, il suffit de savoir qu'au cours actuel les 50 millions de marks-or qui doivent être versés le 15 juillet représentent 6 milliards 500 millions de marks papier.

Constater cela et le dire, ce n'est pas comme le prétendent les imbéciles doctrinaires du nationalisme, vouloir empêcher l'Allemagne de payer, c'est se rendre compte, du point de vue de l'observateur impartial, des lois qui régissent l'économie capitaliste et de leurs conséquences.

Les gouvernements alliés sont obligatoirement inquiets. La faillite de l'Allemagne ne saurait être isolée, elle annoncerait le commencement de la grande liquidation.

Pour gagner tout au moins du temps on a pensé à Londres et à Paris à demander aux Etats-Unis de secourir l'Allemagne.

Cette démarche officieuse a reçu une réponse négative. Le gouvernement américain refuse tout crédit d'Etat, parce qu'il sait d'avance que son Parlement le désavouerait ; quant à l'initiative privée des capitalistes américains, M. Pierpont Morgan qui serait son animateur éventuel, a répondu catégoriquement non en donnant comme raison que les hypothèques qui pèsent sur l'Allemagne ne laissent aucune garantie pour un emprunt.

Or, d'autre part, si, pour maintenir encore quelque temps l'Allemagne au-dessus de l'eau, on lui accorde un moratorium de quelques années, s'il est bien entendu que ni en 1922, ni en 1923, la France ne recevra rien au titre des réparations, le budget français sera totalement déséquilibré et le crédit de la France à l'étranger sera dans l'état actuel

du crédit allemand. Le mark en remontant un peu rencontrera le franc descendant rapidement.

Que ce soit l'Allemagne ou la France qui tombe la première, le capitalisme n'en sera pas moins ébranlé. L'Europe capitaliste est incapable de se sauver elle-même. Elle attend tout de l'Amérique.

La presse anglaise a lancé l'idée d'une conférence mondiale qui se tiendrait à Washington. On veut à Londres forcer l'Amérique à s'occuper de l'Europe. Jusqu'à présent les

Etats-Unis restent sourds à tout appel. Ils ont refusé de venir à Gênes et de venir à La Haye, or ces deux conférences étaient beaucoup moins dangereuses pour leur bourse que la réunion projetée.

Les Américains pouvant à Gênes et à La Haye éviter la question de l'annulation des dettes interalliées. A Washington ils ne pourront pas l'esquiver. Et c'est pourquoi le président Harding ne paraît nullement pressé de lancer des invitations.

Robert PELLETIER.

La Semaine Politique

Le Procès continue

Comme au bon vieux temps du Grand Conseil, M. Poincaré a évoqué devant une juridiction amie l'affaire Poincaré. L'issue des débats ne faisait de doute pour personne. Les hommes « de la réaction et de la guerre » ont acclamé et acquitté l'homme « de la réaction et de la guerre ». Le pays jugera les juges et l'accusé.

La librairie du Parti versera bientôt au dossier, sous forme d'une brochure, le triple réquisitoire de l'accusation. Les délégués du Parti Communiste au Parlement n'ont pas limité leur robuste effort de documentation et de critique aux cinq semaines qui séparèrent l'attentat de Serajevo de la déclaration de guerre franco-allemande. Ils ne se sont pas égarés dans des inductions hasardeuses. Ils ont cité des faits, des textes. Ils ont noué d'une main qui ne tremblait pas un solide faisceau de preuves. Réquisitoire ? Sans doute. Mais bien plutôt exposé d'Histoire — pour autant que le permettent les sources avares des témoignages et des archives.

A la suite de cet exposé, trois propositions s'imposent à l'examen de tous les esprits libres :

En 1912, 1913, et 1914, la politique de M. Poincaré, dans l'ordre national comme dans l'ordre international, est une longue menace à la paix.

Durant la guerre, notamment en 1915 et en 1917, la politique de M. Poincaré contribue à reculer la paix.

Depuis la guerre, la politique de M. Poincaré menace de nouveau la paix.

En 1912, 1913 et 1914, la politique de M. Poincaré dans l'ordre national comme dans l'ordre international est une longue menace à la paix...

Dans l'ordre national : il suffit, hélas ! de nous reporter à l'époque du « grand ministère » présidé par M. Poincaré pour constater le réveil agressif du nationalisme. La presse, le théâtre, le music-hall, le cinéma, contri-

buent à cet échauffement inspiré. Aucune ressource d'émotion populaire n'est négligée : c'est l'époque où M. Millerand, qui siège rue Saint-Dominique, rétablit les retraites militaires... A l'esprit cocardier des foules correspond la réhabilitation de la guerre dans les élites. Vaillant-Couturier a utilement cité ce passage de l'enquête d'Agathon :

« A la Faculté de Droit, à l'Ecole des Sciences politiques, le sentiment national est extrêmement vif, presque irritable. Les mots d'Alsace-Lorraine y suscitent de longues ovations, et tel professeur ne parle qu'avec prudence des méthodes allemandes, par crainte des murmures et des sifflets.

« Les élèves de rhétorique supérieure, c'est-à-dire l'élite la plus cultivée de la jeunesse, déclarent trouver dans la guerre un idéal d'énergie et de force. Ils pensent que la France a besoin d'héroïsme pour vivre.

« Telle est la foi, dit M. Tourolle, président de l'Association générale des étudiants, qui consume la jeunesse moderne. Combien de fois, depuis deux ans, n'avons-nous pas entendu répéter : « Plutôt la guerre que cette perpétuelle attente » ?

« Dans ce vœu, nulle amertume, mais un secret espoir : la guerre.

« Le mot a repris soudain un nouveau prestige. C'est un mot jeune, tout neuf, paré de cette séduction que l'éternel instinct belliqueux a revivifié au cœur des hommes. Les jeunes gens le chargent de toute la beauté dont ils sont épris et dont la vie quotidienne les prive. La guerre est surtout, à leurs yeux, l'occasion des plus nobles vertus humaines ».

Cette renaissance nationaliste encouragée, à l'intérieur, par les multiples moyens dont un gouvernement dispose, était une conséquence nécessaire de la politique extérieure de M. Poincaré.

M. Poincaré est arrivé au pouvoir le 14 janvier 1912. Il procède rapidement à deux exécutions significatives : celle de M. Crozier, ambassadeur à Vienne et de M. Georges Louis, ambassadeur à Saint-Petersbourg. L'un et l'autre n'étaient pas inféodés à la politique balkanique de la Russie tsariste, à laquelle M. Poincaré entendait nouer la politique de la France.

Dans maints télégrammes, M. Isvolsky, ambassadeur de Russie à Paris, l'homme de la

guerre, atteste son complet accord avec le chef du gouvernement français.

Choisissons, dans cette correspondance abondante, la lettre écrite le 5 décembre 1912 où M. Isvolsky apprécie la politique du cabinet Poincaré :

« Il est indispensable d'avoir en vue que, précisément, dans le parti sur lequel s'appuie ce cabinet se trouve un groupe influent qui réclame hautement la paix à tout prix. Ce groupe, à la tête duquel se trouve M. Combes, a à sa disposition de nombreux organes de la presse, qui soumettent M. Poincaré à une critique sévère pour les différentes initiatives manifestées par lui. Une pareille critique, à ce que je sais, s'entend également dans les couloirs de la Chambre et du Sénat et on doit compter avec cela.

« Pendant que je vous écris, M. Poincaré donne des explications aux commissions parlementaires des affaires étrangères. Il m'a paru qu'il s'efforcera d'éviter la brutalité de langage de M. de Bethmann-Hollweg, mais qu'en insistant sur le mot « paix » au lieu du mot « guerre », il n'en soulignerait pas moins la fidélité de la France à son alliance et à son alliée.

« Tandis que M. Combes et ses amis clament partout, dans les couloirs parlementaires, qu'à la minute décisive, la paix ou la guerre dépendra non du Gouvernement, mais d'eux, en réalité, si, à Dieu ne plaise, la crise surgit, la décision sera prise par les trois fortes personnalités qui sont à la tête du cabinet : M. Poincaré, M. Millerand et M. Delcassé. Et notre chance est que nous aurons affaire précisément à ces personnalités et non à tel ou tel autre de ces politiciens d'occasion qui se succèdent au cours des dernières années au gouvernement de la France ».

Le témoignage de M. Isvolsky est corroboré par d'autres, aussi considérables.

Voici comment l'ambassadeur de Russie à Londres juge, le 15/25 février 1913, notre politique extérieure :

« En récapitulant mes entretiens avec M. Cambon, en y ajoutant l'attitude de M. Poincaré, il me vient l'idée, qui ressemble à une conviction, que, de toutes les puissances, c'est la France qui,

pour ne pas dire qu'elle veut la guerre, la verrait venir sans grand regret.

« En tout cas, rien ne m'a indiqué qu'elle contribue activement à travailler dans le sens d'un compromis. Or, le compromis, c'est la paix ; en dehors d'un compromis, c'est la guerre.

« Au début de 1914, c'est le baron Beyens, ministre de Belgique à Berlin, qui écrit à son gouvernement :

« A Paris, on se laisse entraîner dans une voie « qui peut conduire à une guerre générale ».

Le 16 juin 1914, le baron Beyens, ministre de Belgique à Paris écrivait à son gouvernement :

« MM. Poincaré, Delcassé et Millerand ont poursuivi une politique nationaliste, cocardière et chauvine. C'est un danger pour l'Europe et pour la Belgique ; j'y vois le plus grand péril qui menace aujourd'hui la paix de l'Europe. C'est la cause déterminante d'un surcroît de tendances militaristes en Allemagne ».

Dès 1913, d'ailleurs, le même ministre, annonçant à son gouvernement la nomination de M. Delcassé à Saint-Petersbourg, disait :

« M. Poincaré a voulu ainsi affirmer son souci de se montrer ferme dans les moments troublés où se trouve l'Europe. C'est là le danger que représente M. Poincaré à l'Élysée. C'est sous son ministère que se sont réveillés les instincts militaristes du peuple français ».

On pourrait multiplier les citations à l'infini. Les limites de ce simple résumé ne le permettent pas. Les textes cités n'en sont pas moins édifiants. Ils attestent, bien que tous les documents d'archives ne soient point encore — et ne doivent être de longtemps — versés au dossier, quelle menace à la paix constituait, avant 1914, la politique de M. Poincaré.

C.-E. LABROUSSE.

[L'abondance des matières nous oblige à renvoyer à la semaine prochaine la fin de cet article.]

Le Progrès Civique et l'Éducation Communiste

Dans son numéro du 20 mai, le *Progrès Civique*, par la plume de M. Maxime Leroy, examine le plan d'études de la *Centrale d'Éducation Communiste*, que j'ai exposé récemment dans l'*Humanité*. Les lecteurs du *Bulletin Communiste* se souviendront peut-être que j'avais fait précédemment ici le même travail. M. Leroy, sous le titre : « *Une Sociologie communiste* », formule certaines critiques auxquelles, pour la précision de nos idées, je crois utile de répondre.

Maxime Leroy est l'auteur de nombreux ouvrages traitant de l'organisation sociale. Bourgeois intelligent et avisé, il est de ceux qui sentent la nécessité de transformations profondes et voudraient les réaliser sans révolution. Son œuvre, qui fourmille de critiques justes, est utopique comme conception générale et comme possibilité de réalisation. M. Leroy veut faire de la sociologie objective, scientifique, et il nous reproche de faire de la sociologie de « partisans ». — « Si la

« sociologie est une science, nous dit-il, il n'y a pas plus lieu de l'étudier d'un point de vue marxiste que la physique ou la géologie. »

Nous devons être « objectifs », et « ce n'est que dans la mesure où nous créerons une sociologie à caractère scientifique que nous pourrions espérer l'institution d'une politique à caractère expérimental ». Il affirme que nous devons nous débarrasser de « l'esprit de secte ».

« Marx, nous dit-il enfin, celui qui est le plus près des néo-communistes, ne regarderait-il pas d'un œil sévère, s'il revenait parmi nous, ces disciples qui veulent, dans une école, transformer ses hypothèses sociales en vérités objectives, ses approximations en lois définitives, son « matérialisme historique en une méthode de découverte rigoureusement scientifique ? »

**

La question est d'importance ; essayons d'y répondre très brièvement.

Nous avons indiqué devant les militants, d'abord dans le *Bulletin Communiste*, devant le grand public ouvrier ensuite dans l'*Humanité*, notre ferme intention d'arriver à la création d'une *Centrale d'Education communiste*. Nous la voulons scientifique et en même temps « imprégnée d'esprit marxiste », et nous ajoutons ici que c'est précisément dans la mesure où elle sera marxiste qu'elle sera scientifique.

Qu'est-ce, en effet, que la Sociologie — ou science générale des sociétés ? Je considère comme résolu le problème de son existence indépendante des Sciences sociales particulières, sinon l'ensemble synthétique des faits sociaux, liés, coordonnés par des lois spécifiques et précises. Seulement — et c'est là le fond du problème — nous ne considérons pas l'histoire comme une surface indéfinie, nous la constatons, divisée en phases caractérisées, par l'observation, par des formes différentes de propriété et des façons particulières de produire. La sociologie concrète que nous étudions, c'est celle de la période capitaliste, dans laquelle nous sommes, et qui se caractérise, comme nul n'en ignore, par la concentration formidable de la production, l'organisation de la classe ouvrière, la lutte de classes aiguë. Sans doute aurons-nous à enseigner à nos jeunes gens, dont nous voulons faire des « militants » communistes avisés, les principaux aspects de l'évolution sociale, et nous aurons à étudier avec eux la période précapitaliste. Mais toutes les périodes sociales sont précisément délimitées par leurs conditions économiques particulières et par l'existence de classes antagonistes.

Cette façon d'envisager les phénomènes sociaux, conforme à l'observation scientifique, partant à la réalité, est celle de Marx, dont nous nous réclamons. Marx a mis au point, a créé en grande partie une méthode d'interprétation de l'histoire que nous nous efforçons, nous marxistes, d'appliquer dans nos études et nos travaux. Méthode qui, à notre sens, est la seule qui nous permette de nous débrouiller dans le chaos des faits sociaux, méthode ne s'inspirant pas de préjugés de sectes ou de partis, mais, de l'avis de certains adversaires de notre doctrine eux-mêmes, de l'observation exacte des choses.

Est-il besoin d'ajouter que le marxisme n'est pas une simple méthode d'interprétation de l'histoire — et le résultat acquis serait déjà considérable — mais une philosophie, une conception nouvelle du monde, s'inspirant des plus récentes découvertes scientifiques et basant son édifice social sur l'ensemble des sciences antérieures à la sociologie. Plongeant ses racines profondes dans le passé, analysant avec profondeur la société capitaliste présente, le marxisme nous fait entrevoir avec une suffisante précision schématique la courbe évolutive de l'avenir.

Saint-Simon, à qui Marx doit beaucoup, Comte, arrêté à mi-chemin de la vérité par sa théorie des idées, Proudhon lui-même, appartiennent au passé. Marx est resté intangible, ce qui explique les furieux assauts de ses détracteurs intéressés, et la société bourgeoise elle-même ne peut se survivre que dans la mesure réduite où elle s'efforce d'appliquer quelques-unes des modalités du socialisme scientifique.

**

Nous sommes loin de « l'esprit de secte » qui, croit-on, nous anime. Nous sommes en plein en suivant Marx et en l'interprétant fidèlement au cœur de la réalité ; nous sommes les adeptes mo-

destes de la vérité scientifique. Seulement — et c'est ce qui déroute nos adversaires d'idées — nous nous refusons à cultiver des abstractions. Nous ne comprenons pas la fiction de l'homme abstrait, nous ne connaissons que ce que la réalité nous montre : des classes sociales. Le problème social ne peut être résolu en partant du « citoyen » — être conventionnel armé de droits inexistantes — mais bien du prolétaire, mu par ses intérêts de classe créant son Droit — le Droit de l'avenir — pour la lutte irréductible contre le Droit régnant oppresseur.

**

Il ne s'agit pas de mettre une sociologie au service d'un parti. Il s'agirait plutôt de mettre le Parti Communiste — s'il ne l'était déjà — au service de la Sociologie marxiste, ou, tranchons le mot, de la Sociologie scientifique. Et celle-ci ne pourra se développer et triompher que si, dans nos études et nos recherches, nous avons accepté, comme base du développement historique, la lutte de classes dont Marx, le premier, a su nous faire comprendre l'importance capitale.

Ch. MASSART.

SECOURONS NOS FRÈRES DE RUSSIE

VIENT DE PARAÎTRE

BIBLIOTHÈQUE COMMUNISTE

NOUVELLE ÉTAPE

PAR
LÉON TROTSKY

UN VOLUME FRANCO : 4 fr. 50

Ce livre est consacré à la nouvelle étape du développement de la révolution prolétarienne internationale. Dans la première partie « La Situation mondiale », l'auteur a essayé de donner une caractéristique générale de la situation mondiale ; la seconde partie « Une Ecole de Stratégie mondiale » contient l'enseignement tactique qu'on peut tirer du 3^e Congrès de l'I. C., en même temps que la critique générale de ses travaux.

En vente à la Librairie de l'Humanité
142, rue Montmartre. Chèque Postal 25.517.



Travail exécuté par des ouvriers syndiqués.

Le Gérant : R. APERCE.

IMPRIMERIE FRANÇAISE, Maison J. DANGON
123, rue Montmartre, 123, Paris (2^e)
Georges Dangon, imprimeur